COMPTE ADMINISTRATIF

2017

RAPPORT FINANCIER

TERRITOIRE DE LA CÔTE OUEST

SAINT-LEU · TROIS-BASSINS · SAINT-PAUL

LE PORT · LA POSSESSION

SOMMAIRE

Le mot du Président	p.3
Les chiffres clés 2017	p.4
Introduction	p.6
Les résultats de l'exercice 2017	p.8
Les recettes	p.11
Les dépenses	p.22
L'épargne	p.31
L'endettement	p.31
La consolidation des comptes	p.35
Analyse rétrospective	p.38
Ratios financiers	p.39
Les Annexes	p.42
Annexe 1 : Les taux de réalisation	p.43
Annexe 2 : PPI 2018-2020 Investissements CA 201/CA 2017	p.44
Annexe 3 : Bilan des prestations par commune	p.46
Annexe 4 : Détail des subventions d'équipement encaissées en 2016 et 2017	p.48

LE MOT DU PRÉSIDENT

Ce rapport financier 2017 valorise les efforts engagés par la communauté d'agglomération depuis 2014.

Cette année a été certes portée par un environnement global favorable, mais la conjugaison des efforts d'optimisation et de recherche de pertinence de nos politiques publiques menées depuis 3 ans, nous a permis de parvenir à une situation saine.

Les résultats financiers sont en forte hausse avec une épargne brute de près de **17 M€,** en progression de 161%, et une épargne nette à **10 M€.**

Le recours à l'emprunt a également été maîtrisé avec une première inflexion à la baisse après une évolution importante et régulière ces dernières années (encours de 94 M€ à fin 2017 contre 98 M€ en 2016, hors Cambaie).

Ces résultats s'expliquent en grande partie par une forte maîtrise de nos charges de fonctionnement qui diminuent de 3,3% (recherche de toutes les économies possibles, optimisation des prestations sans baisse de qualité, pilotage resserré de nos satellites, réduction des frais de structure…) et fait rare pour une collectivité, une légère diminution de la masse salariale liée à une réduction des effectifs.

La **nouvelle organisation et les nouvelles méthodes de travail** mises en œuvre **afin de redresser la situation financière de la collectivité ont permis, en outre, de développer des synergies et de simplifier les processus.**

Cette stratégie de rupture, par une gestion responsable et raisonnée du territoire initiée depuis 2014, commence ainsi à produire ses premiers fruits.
Notre base financière assainie et renforcée nous permet désormais de construire l'avenir du territoire sereinement, mais toujours avec la grande vigilance qu'impose la gestion des deniers publics, notamment en cette période de fortes contraintes.

Dans ce cadre, j'ai demandé la mise à jour de notre **plan pluriannuel d'investissement sur la période 2018-2020** dans le but de renforcer les actions sur le territoire.
C'est un niveau d'investissement moyen annuel de **30 M€** (contre 18 M€ en 2017) qui est recherché sur la période en intégrant la nouvelle compétence de GéMAPI.

Pour ce faire, **notre niveau d'épargne devra être consolidé**.

C'est en ce sens que j'ai proposé la signature de la **contractualisation financière 2018-2020 avec l'Etat**, dans le cadre des dispositions de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Un contrat, par lequel la communauté d'agglomération s'engage à limiter la hausse de ses dépenses de fonctionnement à **+1,5 %** par an.

J'ai l'ambition de tenir le cap en développant les investissements du territoire afin de répondre au mieux aux besoins des usagers.

Le TCO, pionnière des intercommunalités à la Réunion, doit pouvoir porter au plus haut son projet de territoire pour l'Ouest.

Joseph SINIMALÉ

LES CHIFFRES CLÉS 2017

Les recettes du TCO

71 %

Fiscalité

21 %

Dotations / Participations
Etat Europe

6 %

Autres recettes

2 %

Emprunts

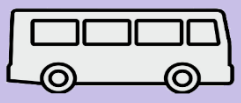
Les dépenses du TCO

FONCTIONNEMENT 84 %

INVESTISSEMENT 16 %

Près de 55% de nos dépenses sont consacrées à l'environnement et aux transports.

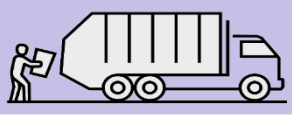
TRANSPORTS



27,8 %

ENVIRONNEMENT

26,6 %



ATTRIBUTION DE COMPENSATION

13 %

PERSONNEL

12,4 %

6,4 %

ECO CULTURE - SPORT

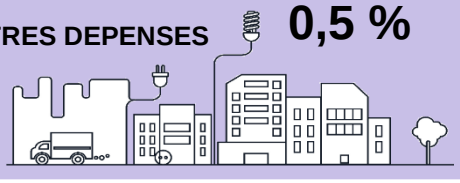
1,6 %
TOURISME

HABITAT

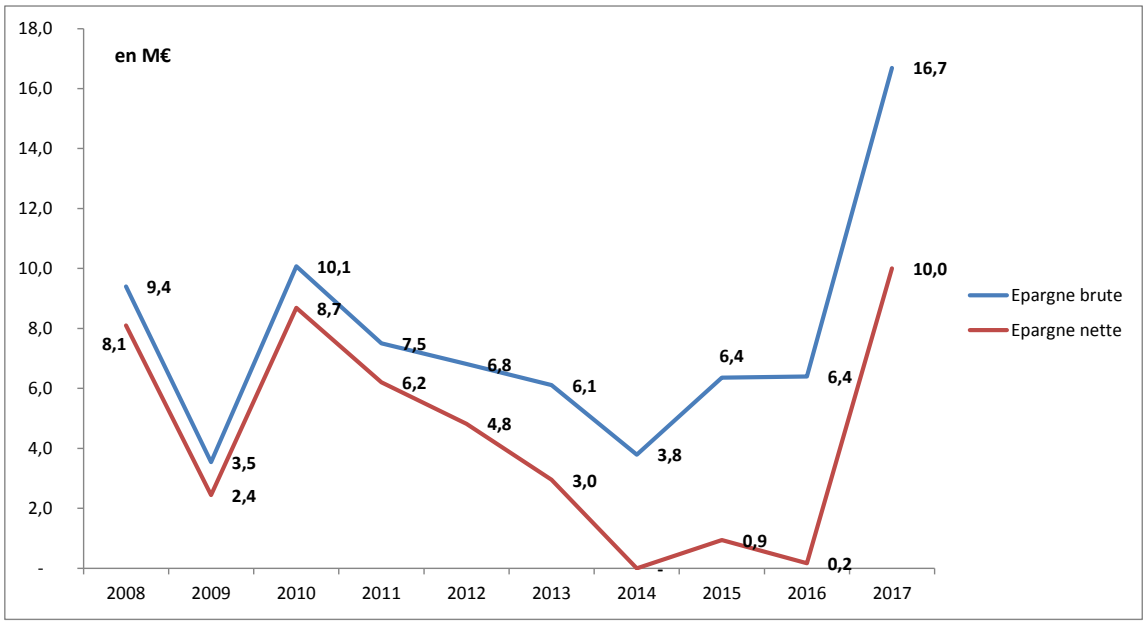
1,2 %

AUTRES DEPENSES

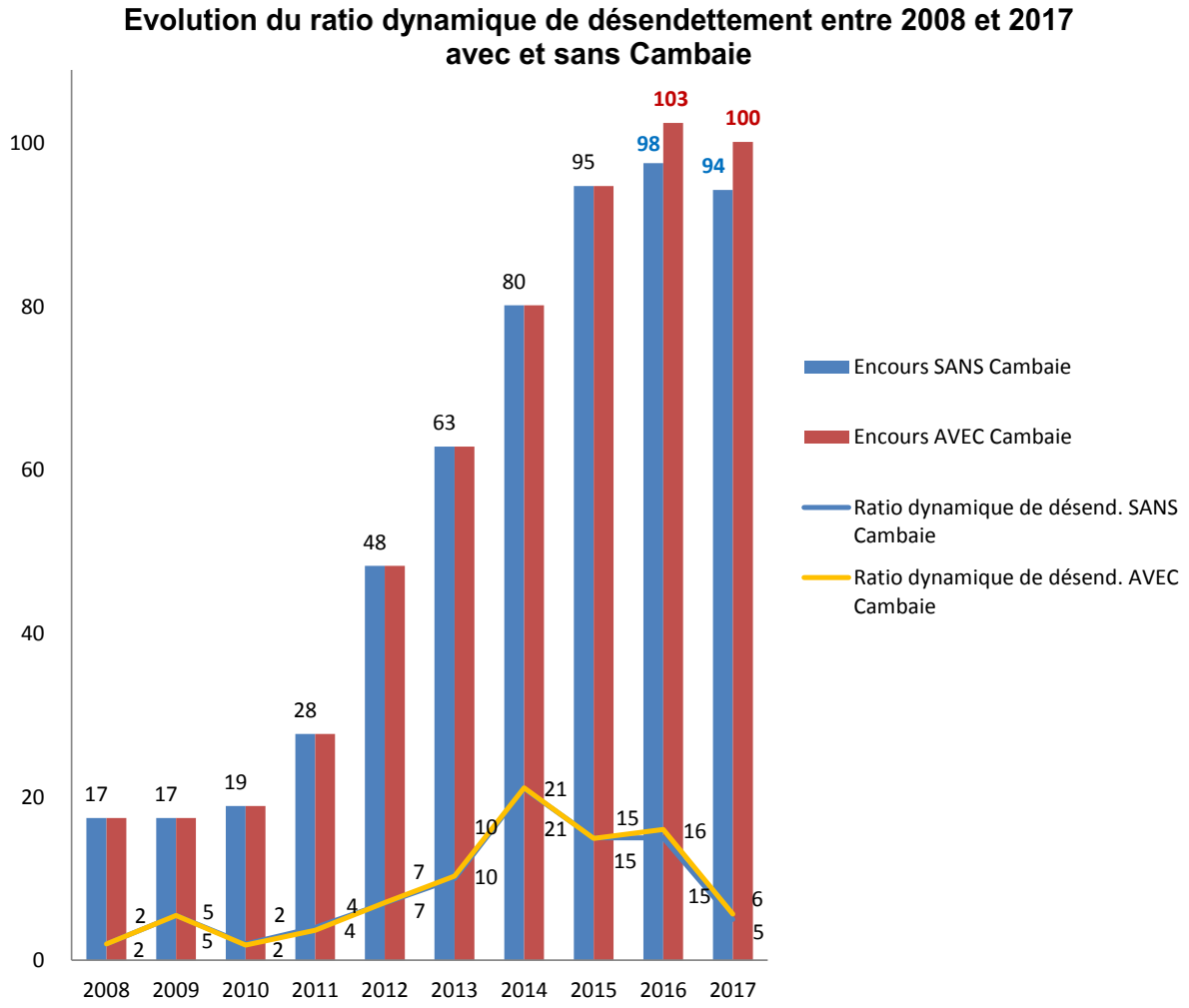
0,5 %



Des niveaux d'épargne jamais atteints



Un encours de dette en décroissance



INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'article L 2312.5 du CGCT, le Président rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A ce titre, il établit le **compte administratif** du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes. Au 31/12/2017, le TCO dispose d'un budget principal et d'un budget annexe sans autonomie juridique relatif à la gestion des ports de plaisance.

Le compte administratif :

- retrace les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;
- présente les résultats comptables de l'exercice.

Le présent rapport financier a pour objet d'apporter des éléments d'information permettant de mieux comprendre les données comptables du compte administratif 2017.

Pour rappel, **l'exercice 2016 a été clôturé avec les éléments suivants** :

- une épargne brute qui reste limitée : 6,4 M€ ;
- une épargne nette de moins de 0,2 M€ ;
- un encours de dette de 98 M€ (soit 477 €/hab ; au-dessus de la moyenne départementale de 411 €) ;
- un ratio dynamique de désendettement de 16 ans (en incluant Ecocité).

Aussi, **les objectifs fixés pour 2017** ont été de :

- maîtriser nos dépenses de fonctionnement, pour **améliorer notre épargne ;**
- maîtriser le volume d'emprunt mobilisé pour reconstituer les marges de manœuvre afin de financer les investissements futurs et **réduire autant que possible le ratio d'endettement ;**
- **poursuivre les opérations d'investissement engagées** les années précédentes.

Cette dynamique de redressement budgétaire souhaitée s'est concrétisée en 2017 et se retrouve au niveau des grands équilibres financiers, à la clôture de l'exercice :

- **une épargne brute de 16,7 M€ (+161 %) ;**
- **une épargne nette de 10 M€ (+5782 %) ;**
- **un encours de dette hors portage EPFR en baisse (-3 %) à 94,3 M€ (436 €/habitant, contre 477 €/habitant en 2016) ;**
- **un ratio dynamique de désendettement de 6 ans (en incluant Ecocité)**.

Cette nette amélioration de la situation financière de la collectivité s'explique tout d'abord par une **forte maîtrise de nos charges de fonctionnement qui diminuent de - 3,3%.**

L'année 2017 se caractérise en outre, par une baisse de nos recettes totales en lien avec un moindre encaissement des subventions d'investissement (- 5 M€) et un appel limité à l'emprunt (- 5,41 M€).

L'épargne supplémentaire dégagée a été affectée au financement de la section d'investissement.

MOUVEMENTS EXCEPTIONNELS

Certains mouvements exceptionnels en dépenses et en recettes peuvent impacter les comparaisons entre 2017 et 2016.

Ils sont listés ci-après :

- **** En 2017***
  - *Recettes de fonctionnement : comptabilisation de 3 années de subventions liées au PLIE (1,7 M€)*
  - *Dépenses de fonctionnement : 1e année de mise en œuvre de la procédure de rattachement des intérêts courus non échus à hauteur de 0,443 M€*
- **** En 2016***
  - *Recettes de fonctionnement : un produit de cession de 5,3 M€ lié au paiement des 1e indemnités sur Cambaie*
  - *Dépenses de fonctionnement : une charge exceptionnelle de 2,9 M€ liée au Versement Transport titré à tort en 2016*

LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017

L'année 2017 fait apparaître un résultat cumulé d'exécution de fonctionnement de + 11,152 M€ et un solde d'exécution de la section d'investissement de (-) 9,383 M€, soit un résultat global cumulé de 1,443 M€ et un résultat propre de l'exercice (hors soldes reportés) de 0,371 M€.

CA 2017 / BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Recettes		*Dépenses*	
Excédent Reporté des exercices antérieurs	51 284,96	Dépenses Réelles	127 303 027,51
Recettes Réelles	145 005 458,66	Dépenses d'Ordre * *de section à section*	8 626 117,42
Recettes d'ordre* *de section à section*	2 025 321,07	Résultat cumulé de l'exercice (a)	**11 152 919,76** *dont résultat de l'exercice* *11 101 634,80*

Section d'investissement

Recettes		*Dépenses*	
Recettes Réelles	8 802 881,57	Déficit reporté des exercices antérieurs	325 843,39
		Dépenses Réelles	24 786 806,68 **dont hors dette** **17 995 044,45**
Recettes d'ordre* *à l'intérieur de la section*	1 305 977,06	Dépenses d'Ordre* *à l'intérieur de la section*	1 305 977,06
de section à section	8 626 117,42	*de section à section*	2 025 321,07
		Solde d'exécution (b)	**(-) 9 708 972,15**

Résultat global de l'exercice (a) + (b) =	**1 443 947,61**
Résultat propre de l'exercice (a) + (b) hors soldes reportés (comptes 001/002/1068) =	**371 351,30**

Résultat hors comptes 001 et 002 : 1 718 506,04
en conformité avec le résultat du compte de gestion du comptable
**Mouvements en dépenses ou en recettes ne générant ni encaissement ni décaissement effectif*

I. SECTION DE FONCTIONNEMENT : UN RÉSULTAT CUMULÉ DE + 11 M€

Le résultat de la section de fonctionnement résulte de la différence entre les recettes et les dépenses. Il faut y ajouter la reprise du résultat des années antérieures afin d'obtenir le **résultat cumulé d'exécution**.

Pour l'année 2017, ce **résultat cumulé d'exécution** s'élève à **11 152 919,76 €** (rappel 2016 = 1 398 438,92 €).

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Recettes réelles (a)	145 005 458,66	Dépenses réelles (c)	127303027,5
Recettes d'ordre (b)	2 025 321,07	Dépenses d'ordre (d)	8626117,42
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (e) =(a) + (b) - (c) - (d)			**11101634,8**
Excédent reporté (f)			51284,96
RÉSULTAT CUMULÉ D'EXÉCUTION = (e) + (f)			**11152919,76**

II. SECTION D'INVESTISSEMENT : UN SOLDE D'EXÉCUTION REPORTÉ DE 10,7 M€

Le **besoin de financement** se compose :

- **du solde d'exécution** (= solde des recettes et des dépenses + excédent reporté de la section d'investissement) ;
- et des restes à réaliser en recettes et en dépenses.

Les **restes à réaliser** correspondent, d'une part, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et, d'autre part, aux dépenses engagées non mandatées.

Pour l'année 2017, le **besoin de financement de la section d'investissement** s'élève à **10 661 952 €** (rappel 2016 = 1 347 154,74 €).

SECTION D'INVESTISSEMENT			
Recettes réelles (a)	8 802 881,57	Dépenses réelles (c)	24786806,68
Recettes d'ordre (b)	9 932 094,48	Dépenses d'ordre (d)	3331298,13
Déficit reporté (e)			(-) 325 843,39
SOLDE D'EXÉCUTION (f) = (a) + (b) - (c) - (d) + (e)			**(-) 9 708 972,15**
Restes à réaliser Recettes (g)	-	Restes à réaliser Dépenses (h)	952979,85
BESOIN DE FINANCEMENT = (f) + (g) - (h)			**(-) 10 661 952,00**

III. UN RÉSULTAT À AFFECTER DE 0,491 M€

Le **résultat cumulé d'exécution de la section de fonctionnement** est affecté, en priorité, à la **couverture du besoin de financement de la section d'investissement**.

AFFECTATION DU RÉSULTAT 2017	
RÉSULTAT CUMULÉ D'EXÉCUTION (a)	11152919,76
Couverture du besoin de financement (b)	(-) 10 661 952,00
EXCÉDENT CUMULÉ (c) = (a) + (b)	**490967,76**
Couverture des restes à réaliser de la section de fonctionnement	**0**
SOLDE À AFFECTER (e) = (c)	**490967,76**

(rappel 2016 = 51 284,96 €).

Le solde à affecter, soit 0,491 M€, permettra dans le cadre du budget supplémentaire, d'**ajuster les crédits prévus au budget primitif 2018.**

LES RECETTES

Les recettes réelles (fonctionnement et investissement) de l'exercice 2017 s'élèvent **à 153,808 M€.**

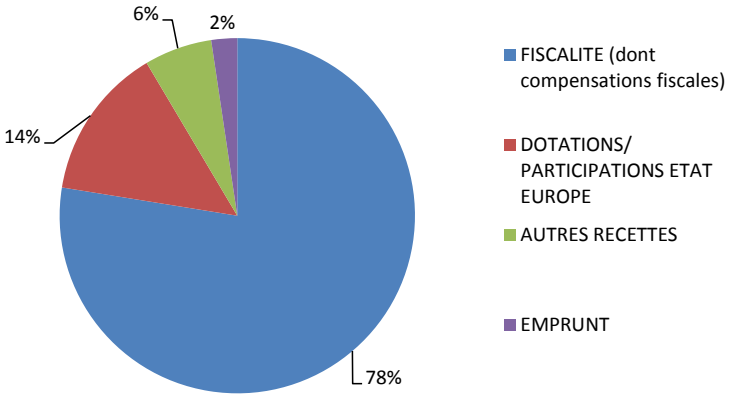
Globalement, l'évolution des recettes réelles est de -4,4% par rapport à 2016. Cette évolution résulte de la poursuite de la baisse des dotations de l'Etat (-5,4%), des subventions d'équipement (-47,2%) et du recours à l'emprunt (-59,7%).

Le produit de la fiscalité reste dynamique avec une évolution de (+) 7,2%.

NATURE	CA 2016	CA 2017	%
FISCALITÉ (dont compensations fiscales)	**111 307 960,50**	**119 272 714,18**	**7,2%**
DOTATIONS / PARTICIPATIONS ÉTAT EUROPE	**22 635 261,42**	**21 424 206,24**	**-5,4%**
AUTRES RECETTES	**17 983 718,24**	**9 488 585,40**	**-47,2%**
S/TOTAL HORS EMPRUNTS	**151 926 940,16**	**150 185 505,82**	**-1,1%**
EMPRUNTS	**9 000 000,00**	**3 622 834,41**	**-59,7%**
TOTAL AVEC EMPRUNTS	**160 926 940,16**	**153 808 340,23**	**-4,4%**

Les recettes du TCO sont constituées principalement des produits de la fiscalité et des concours de l'Etat.

RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES



La structure de nos recettes est relativement équivalente d'une année sur l'autre avec :

- un produit de la fiscalité qui représente plus de 2/3 de nos recettes ;

- une part des dotations Etat et Europe stable à 14% ;

- des autres recettes en forte diminution, compte tenu de la baisse observée sur les participations des usagers, les recettes exceptionnelles et les produits de cession ;

- un volume d'emprunt également en diminution.

1. Des recettes réelles de fonctionnement en progression

Globalement, les recettes de fonctionnement ont augmenté de 1%. Cependant, à structure constante hors produits exceptionnels et cessions, l'évolution est de (+) 6,7%, compte tenu d'une fiscalité dynamique et d'un effort important réalisé pour l'encaissement de subventions.

	CA 2016	CA 2017	Evolution	
			%	en €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**143 363 377,25**	**145 005 458,66**	***1%***	**1 642 081,41**
FISCALITE	**111 307 960,50**	**119 272 714,18**	***7,2%***	**7 964 753,68**
Fiscalité directe :	***84 545 612,00***	***89 305 303,00***	***6%***	***4 759 691,00***
Cotisation Foncière des Entreprises	17 375 643,00	19 775 697,00	*14%*	-
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	7 954 774,00	8 512 814,00	*7%*	-
Reversement FNGIR	8 537 628,00	8 537 628,00	*0%*	-
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	1 124 549,00	1 213 749,00	*8%*	-
Taxe Foncière sur le Bâti et Non Bâti	153 646,00	129 193,00	*-16%*	-
Taxe sur les ordures ménagères	28 720 173,00	29 538 377,00	*3%*	-
Taxe d'habitation	10 173 408,00	10 611 297,00	*4%*	-
Dotation de compensation de la réforme TP	4 489 156,00	4 489 156,00	*0%*	-
Compensations fiscales	5 096 001,00	5 029 926,00	*-1%*	-
Rôles supplémentaires	920 634,00	1 467 466,00	*59%*	-
Fiscalité indirecte :	***26 762 348,50***	***29 967 411,18***	***12%***	***3 205 062,68***
Versement transport	22 885 237,50	24 819 691,70	*8%*	-
Compensation VT	-	450 195,48		-
Fonds d'Investissement Routier et des Transports	1 678 112,00	1 699 994,00	*1%*	-
Taxe Sur les Surfaces Commerciales	1 508 999,00	2 347 530,00	*56%*	-
Taxe de séjour	690 000,00	650 000,00	*-6%*	-
DOTATIONS ETAT	**14 525 585,00**	**13 458 347,72**	***-7%***	**- 1 067 237,28**
Dotation Globale de Fonctionnement	11 334 045,00	10 435 288,00	*-8%*	-
Dotation Générale de Décentralisation	3 191 540,00	3 023 059,72	*-5%*	-
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	**2 640 922,02**	**5 819 550,72**	***120%***	**3 178 628,70**
Eco-organismes	1 470 396,21	1 709 157,46	*16%*	-
Fonds Social Européen (PLIE)	-	1 762 119,86	-	-
Département (Transports scolaires)	-	606 200,00	-	-
Participations en matière de ressources humaines	1 111 087,32	1 728 344,68	*56%*	-
Autres	59 438,49	13 728,72	*-77%*	-
PARTICIPATIONS DES USAGERS	**3 999 290,90**	**2 789 685,14**	***-30%***	**- 1 209 605,76**
Transports scolaires	2 206 931,25	2 202 874,00	*0%*	-
Loyers, dont Zones d'activités	648 045,98	415 048,72	*-36%*	-
Camping	338 547,10	-		-
Transports	697 360,27	84 093,05	*-88%*	-
Environnement	78 398,35	82 229,71	*5%*	-
Autres	30 007,95	5 439,66	*-82%*	-
CENTRE DE TRI	**728 439,24**	**706 312,00**	**-**	**-**
AUTRES RECETTES	**12 428,50**	**48 803,85**	**-**	**-**
RECETTES EXCEPTIONNELLES	**4 842 320,49**	**1 906 022,85**	***-61%***	**- 2 936 297,64**
PRODUITS DE CESSION	**5 306 430,60**	**1 004 022,20**	***-81%***	**- 4 302 408,40**

A- Les produits de la fiscalité

Au sein des recettes fiscales, hors Fonds d'Investissement Routier et des Transports (FIRT), le TCO perçoit deux types d'imposition : les impôts économiques, acquittés par les entreprises et les impôts ménages, acquittés par les particuliers. Globalement, le produit de la fiscalité représente **119,27 M€** en 2017, soit +7,2% par rapport à 2016.

Cette augmentation est liée à la seule croissance des bases, les taux n'ayant pas évolué.

- **Fiscalité « entreprises » : +7,7 %**

	CA 2016	CA 2017	Evolution %	Evolution en €
FISCALITE ENTREPRISES	**74 988 914,45**	**80 743 292,25**	**7,7%**	**5 754 377,80**
Fiscalité directe :	***48 226 565,95***	***51 226 076,55***	***6,2%***	***2 999 510,60***
Cotisation Foncière des Entreprises	17 375 643,00	19 775 697,00	*13,8%*	*2 400 054,00*
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	7 954 774,00	8 512 814,00	*7,0%*	*558 040,00*
Reversement FNGIR	8 537 628,00	8 537 628,00	*0,0%*	*-*
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	1 124 549,00	1 213 749,00	*7,9%*	*89 200,00*
Taxe sur les ordures ménagères	4 308 025,95	4 430 756,55	*2,8%*	*122 730,60*
Dotation de compensation de la réforme TP	4 489 156,00	4 489 156,00	*0,0%*	*-*
Autres compensations CFE et CVAE	4 436 790,00	4 266 276,00	*-3,8%*	*- 170 514,00*
Fiscalité indirecte :	***26 762 348,50***	***29 517 215,70***	***10,3%***	***2 754 867,20***
Versement transport	22 885 237,50	24 819 691,70	*8,5%*	*1 934 454,20*
Compensation Versement transport		450 195,00		
Fonds d'Investissement Routier et des Transports	1 678 112,00	1 699 994,00	*1,3%*	*21 882,00*
Taxe Sur les Surfaces Commerciales	1 508 999,00	2 347 530,00	*55,6%*	*838 531,00*
Taxe de séjour	690 000,00	650 000,00	*-5,8%*	*- 40 000,00*

Fiscalité Directe

La Cotisation Economique Territoriale (28,3 M€) est partagée entre :

- **La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)**

Le TCO a connu une **évolution de +14% du produit global soit (+) 2,4 M€** compte tenu de l'évolution de la base imposable (base rétrospective hors évolution exceptionnelle) :

- Diminution du nombre d'entreprises à la base minimale sur Saint-Leu, Saint-Paul et Trois-Bassins : **(+) 1,3 M€** ;
- Actualisation des bases imposables (6 entreprises basées sur le Port, Saint-Paul et Saint-Leu) : **(+) 1 M€** ;
- Augmentation du nombre d'entreprise redevable (+5%) : **(+) 0,125 M€**.

- **Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)**

La CVAE est une recette relativement volatile avec l'évolution de la valeur ajoutée des entreprises redevables. Des avances ou encore des régularisations viennent affectées ce produit chaque année.
La progression de la CVAE est de 0,560 M€ entre 2016 et 2017. 83% de cette évolution (0,464 M€) s'explique par une augmentation de la contribution d'entreprises localisées sur les communes de Saint-Paul, Saint-Leu et la Possession. Trois entreprises représentent 68% (0,380 M€) de l'augmentation constatée entre 2016 et 2017.

L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

L'impôt forfaitaire sur les entreprises de réseau (**IFER**) a été créé de façon à prendre en compte certains équipements impossibles à imposer en fonction des valeurs locatives (cotisation foncière) ou des valeurs ajoutées (cotisation valeur ajoutée). Il concerne les différentes technologies de production d'électricité (solaire, éolien, photovoltaïque, etc.), la téléphonie (centraux et antennes relais), le transport ou le stockage d'énergie (transformateurs électriques, installations de stockage d'hydrocarbures).

Il s'agit d'une somme forfaitaire, liée aux caractéristiques de l'équipement. Il ne s'y applique donc pas de taux, mais un montant fixe établi nationalement en fonction de la puissance, du nombre de km, etc.

L'évolution du produit constatée en 2017 est liée à l'augmentation de la contribution des entreprises de téléphonie mobile, principalement sur la commune de St Paul.

Fiscalité indirecte

Le versement transport (VT)

Le taux en vigueur est inchangé depuis le 1er mars 2012, soit 2%. Cette recette évolue de + 8,5% en 2017, compte tenu du dynamisme de l'activité économique.

Il est à noter une quasi stabilisation du taux de couverture de la dépense transports (recettes affectées : +6,7%, dépenses : +5,4%).

	CA 2016	CA 2017
Taux de couverture recettes transport/dépense	76,7%	77,6%

En recettes (31,727 M€), il s'agit du produit du Versement Transport, de la DGD scolaire, des participations des familles, de la taxe carburant (FIRT) et de la participation du Département aux transports scolaires.

En dépenses (40,861 M€), il s'agit de l'ensemble des charges de fonctionnement relatives aux transports urbains et scolaires.

La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)

L'article **21 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017** instaure un acompte de 50% de la TASCOM de l'année suivante pour certaines entreprises (+ 2 500m²).

En 2017, les entreprises soumises à la majoration se sont ainsi acquittées de l'intégralité de la TASCOM due au titre de 2017 et d'un acompte, au titre de la TASCOM 2018, égal à 50 % de la taxe 2017.

Ce nouvel acompte de 50% versé en 2017 par les grandes surfaces de plus de 2 500 m² a amené une forte augmentation de la TASCOM 2017 : + de 55,6% par rapport à 2016, soit un supplément de 0,838 M€.

La Taxe de séjour

Cette recette a diminué de 5,8% entre 2016 et 2017. Néanmoins, il est à souligner que les déclarations du 4e trimestre sont réalisées en janvier N+1, sans possibilité de rattachement à l'exercice considéré. Après retraitement, les recettes réelles de 2016 s'élèvent à 0,611 M€, et 2017 à 0,682 M€, soit un taux d'évolution de 12 %.

Taxe de séjour en €	2014	2015	2016	2017
Saison touristique	507 000,00	534 000,00	620 000,00	682 286,83 ** dont 116 k€ reversés en 2018 impactant le CA 2018*
Evol N+1/N		*5%*	*16%*	*10%*
Compte administratif TCO	384 278,54	500 000,00	690 000,00	650 000,00
Evol N+1/N		*30%*	*38%*	*-6%*

Les compensations fiscales

Les autres recettes de la fiscalité directe comprennent essentiellement les compensations attribuées aux collectivités, suite aux exonérations décidées par l'Etat et aux différentes réformes de la fiscalité locales intervenues depuis 2011. Pour 2017, ces compensations représentent 4,266 M€, soit une baisse de 0,170 M€ par rapport à 2016.

La diminution de 0,170 M€ en 2017 résulte de la diminution de la dotation unique spécifique (-0,064 M€) et de la compensation CVAE (-0,127 M€). Les autres compensations sont relativement stables. Pour mémoire :

- La dotation unique spécifique subit depuis plusieurs années une indexation nationale négative applicable à tous les EPCI (-68,88% en 2017). La diminution de cette enveloppe nationale permet de dégager des crédits pour le financement d'autres concours (dotations de péréquation). En 2018, la dotation unique a été supprimée.

- La compensation CVAE résulte essentiellement de l'exonération de CVAE ZF DOM, qui a diminué entre 2016 et 2017 de 0,127 M€.

A noter enfin que le TCO a perçu une compensation de 0,450 M€ au titre du Versement Transport (relèvement du seuil à 11 salariés décidé par l'Etat).

- **Fiscalité « ménage » : + 3,3%**

	CA 2016	CA 2017	Evolution	
			%	en €
FISCALITE MENAGES DIRECTE				
TAXE D'HABITATION	10 173 408	10 611 297	4,3%	437 889,00
Compensation relative à la taxe d'habitation	659 211	763 650	15,8%	104 439,00
TEOM	24 412 147	25 107 620,45	2,8%	695 473,40
TOTAL	**34 585 555**	**35 718 917**	**3,3%**	1 133 362,40

Le produit de la fiscalité sur les ménages reste dynamique, avec une augmentation globale de 3,3% sans évolution des taux.

La taxe d'habitation (TH)

Avec un taux de 6,82%, inchangé depuis 2012, cette recette reste dynamique du fait de l'évolution favorable des bases (+4,3%).

Pour 2017, la compensation relative à la TH a progressé suite à des pertes de produits liées à des mesures législatives.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Il s'agit de la part de TEOM perçue sur les ménages au taux de 16%. L'augmentation de la base de la TEOM de près de 3% est conforme à l'évolution constatée depuis 3 ans.

Globalement, le produit de la TEOM (entreprises + ménages) ne permet toujours pas de couvrir l'ensemble des dépenses liées à la collecte et au traitement des déchets ménagers, le différentiel étant financé sur le budget général. Il est à noter cependant une légère amélioration du taux de couverture pour 2017.

	CA 2016	CA 2017
Taux de couverture de la TEOM/dépenses nettes	**77%**	**81%**

Taux de couverture = TEOM rapportée aux dépenses nettes de collecte et traitement OM

TAUX DE LA FISCALITÉ DIRECTE ET INDIRECTE

(Références locales)

	Taux 2017					
	Fiscalité Directe					Fiscalité Indirecte
	TEOM	Taxe habitation	Taxe foncier non bâti	CFE	TASCOM	VT
CIVIS	17,91	6,90	1,77	29,03	1,10	2,00
CIREST	17,00	6,84	1,79	27,60	1,00	1,80
TCO	**16,00**	**6,82**	**1,43**	**25,00**	**1,05**	**2,00**
CINOR	14,80	6,72	1,29	23,17	1,05	2,00
CASUD	16,70	6,70	1,75	22,76	1,05	1,80
MOYENNE	16,48%	6,80%	1,60%	25,51%	1,05%	1,92%

NB : - un taux de TEOM inférieur à 3 intercommunalités de l'île
- un taux de CFE dans la moyenne des intercommunalités

B- Les concours financiers de l'Etat

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

En 2017, la DGF a connu une nouvelle diminution qui résulte principalement de la contribution des collectivités locales, à la réduction du déficit public : soit -8% par rapport à 2016. Ainsi, le montant total de la DGF 2017 s'élève à 10,435 M€.

	CA 2016	CA 2017	Evolution	
			%	en €
Dotation Globale de Fonctionnement	**11 334 045**	**10 435 288**	**-8%**	**-898 757**
Dotation Générale de décentralisation	**3 191 540**	**3 023 060**	**-5%**	**-168 480**

Pour rappel, depuis 2013, le TCO a vu sa DGF diminuer de près de 8,2 M€.

DGF perçue par le TCO	2013	2014	2015	2016	2017
= DGF	18 668 365	17 331 040	14 698 779	11 334 045	10 435 288
Perte constatée		- 1,3 M€	- 2,6 M€	- 3,3 M€	- 0,900 M€

La Dotation Globale de Décentralisation (DGD)

Avec le transfert de la compétence transport du Département à la Région, la recette relative à la DGD 2017 est due en partie par le Département et en partie par la Région.
Il est à souligner que le TCO a perçu une DGD exceptionnelle pour le SCOT Grenelle à hauteur de 0,038 M€.

C- Les autres recettes de fonctionnement

	CA 2016	CA 2017	Evolution	
			%	en €
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	**2 640 922,02**	**5 819 550,72**	***120%***	**3 178 628,70**
Eco-organismes	1 470 396,21	1 709 157,46	*16%*	-
Fonds Social Européen (PLIE)	-	1 762 119,86	-	-
Département (Transports scolaires)	-	606 200,00	-	-
Participations en matière de ressources humaines	1 111 087,32	1 728 344,68	*56%*	-
Autres	59 438,49	13 728,72	*-77%*	-
PARTICIPATIONS DES USAGERS	**3 999 290,90**	**2 789 685,14**	***-30%***	**- 1 209 605,76**
Transports scolaires	2 206 931,25	2 202 874,00	*0%*	-
Loyers, dont Zones d'activités	648 045,98	415 048,72	*-36%*	-
Camping	338 547,10	-		-
Transports	697 360,27	84 093,05	*-88%*	-
Environnement	78 398,35	82 229,71	*5%*	-
Autres	30 007,95	5 439,66	*-82%*	-
CENTRE DE TRI	**728 439,24**	**706 312,00**	**-**	**-**
AUTRES RECETTES	**12 428,50**	**48 803,85**	**-**	**-**
RECETTES EXCEPTIONNELLES	**4 842 320,49**	**1 906 022,85**	***-61%***	**- 2 936 297,64**
PRODUITS DE CESSION	**5 306 430,60**	**1 004 022,20**	***-81%***	**- 4 302 408,40**

- **Subventions et participations**

Le volume encaissé s'élève à 5,819 M€ en 2017. L'augmentation de 120% constatée en 2017 s'explique principalement par :

  - la recette relative au PLIE pour les années 2015, 2016 et 2017 pour un montant de 1,762 M€. Suite au retard pris par le service instructeur dans la gestion de ce dossier, les relances réalisées en 2017 ont permis de formaliser la convention de partenariat. Une partie de la recette attendue a pu être effectivement encaissée (0,460 M€). Le solde a été rattaché s'agissant d'actions déjà réalisées ;
  - la participation du Département aux transports scolaires pour 0,606 M€ : cette somme correspond à la dotation 2016. En l'absence de décision prise par le Conseil Départemental, la dotation 2017 sera versée en 2018 (après remontée des données des différentes intercommunalités sur l'année scolaire 2016-2017) ;
  - les recettes d'atténuation de charges de ressources humaines ont évolué de +56%. Elles comprennent le financement de l'équipe PILHI pour 0,4521 M€ et LEADER pour 0,246 M€.

- **Participations des usagers**

Les participations des usagers comprennent essentiellement les recettes liées :

  - aux transports scolaires ;
  - à la location du centre de tri ;
  - à la location des zones d'activités ;
  - à la régie environnement.

Le volume encaissé des participations des usagers s'élève à 2,789 M€ en 2017, soit une baisse de -30% par rapport à 2016. Les explications de cette baisse sont les suivantes :

- la perception des intéressements en 2016 dans le cadre de l'ancienne DSP transports urbains : 0,697 M€ ;
- le transfert de la recette camping à Tamarun suite au nouveau mode de gestion sous forme de DSP depuis août 2016 (recette 2016 : 0,338 M€).
- une régularisation effectuée en 2016 sur les loyers dédiés aux infrastructures haut-débit : 0,324 M€.

- **Centre de tri**

La recette encaissée s'élève à 0,706 M€ en 2017. La redevance d'occupation du centre de tri comporte une part variable, d'où une légère baisse par rapport à 2016.

- **Recettes exceptionnelles**

Les produits exceptionnels diminuent de 61% entre 2016 et 2017 en raison de moindres régularisations comptables intervenues en 2017.

	CA 2016	CA 2017	Evolution	
			%	en €
RECETTES EXCEPTIONNELLES	**4 842 320,49**	**1 906 022,85**	***-61%***	**- 2 936 297,64**
Rattachements non suivis d'effet	1 753 261,96	520 288,84	*-70%*	- 1 232 973,12
Pénalités sur marchés	1 124 930,80	94 430,00	*-92%*	- 1 030 500,80
Avoirs et régularisations sur marchés	1 528 994,21	851 937,78	*-44%*	- 677 056,43
Refacturation des prestations aux budgets annexes	358 969,76	362 725,97	*1%*	3 756,21
Autres	76 163,76	76 640,26	*1%*	476,50

- **Produits de cession**

Ces produits correspondent au rachat des parcelles de Cambaie par l'EPFR. Pour rappel le TCO a conventionné avec l'EPFR pour un portage financier du foncier à acquérir. La convention prévoit un différé de trois ans et un paiement étalé sur 8 ans. A ce jour, 6 M€ ont été mobilisés sur 50 M€ prévus (cf. annexe n°4 Etat des subventions d'équipement encaissées en 2016 et 2017).

2. Des recettes réelles d'investissement en diminution

	CA 2016	CA 2017	Evolution	
			%	en €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**17 563 562,91**	**8 802 881,57**	***-50%***	**- 8 760 681,34**
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	**4 153 449,01**	**787 660,06**	***-81%***	**- 3 365 788,95**
Etat	828 469,41	273 711,93	*-67%*	-
Région	690 862,42	232 539,67	*-66%*	-
Département	68 335,53	-		-
FEDER	2 187 156,84	96 811,19	*-96%*	-
Autres	378 624,81	184 597,27	*-51%*	-
DOTATIONS ETAT (FCTVA)	**2 453 128,15**	**2 381 984,68**	***-3%***	**- 71 143,47**
AUTRES RECETTES	**139 396,25**	**663 247,68**	***376%***	**-**
EMPRUNTS	**9 000 000,00**	**3 622 834,41**	***-60%***	**- 5 377 165,59**
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	**1 817 589,50**	**1 347 154,74**	***-26%***	**-**

Les recettes réelles d'investissement s'établissent à 8,8 M€, soit une baisse de 50% par rapport à 2016 (moins de subventions encaissées et moins d'emprunt mobilisé).

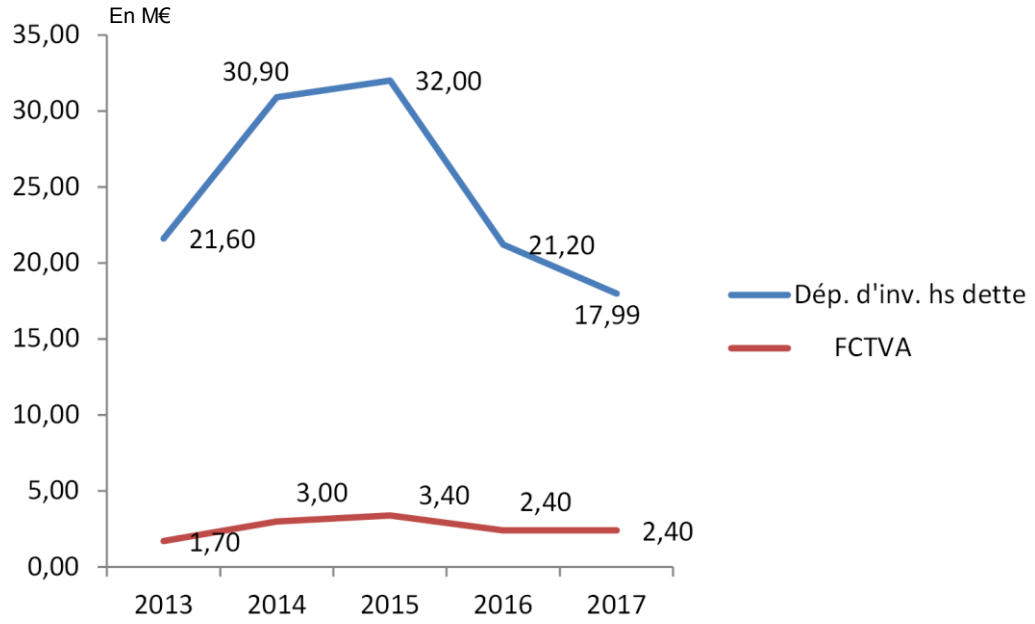
- **Subventions d'équipement**

Les subventions encaissées s'élèvent à 0,787 M€ en 2017. Le volume de subventions encaissées a diminué de 81% par rapport à 2016. En effet, au regard du plan de réalisation des travaux en cours, des acomptes ont été perçus en 2016. Les soldes seront versés à l'issue des PV de réception des travaux.

FCTVA

La recette perçue s'élève à 2,381 M€ en 2017. La recette diminue légèrement par rapport à 2016 (calculée sur la base de 16,404% des dépenses éligibles du 3e et 4e trimestre 2016 et 3 trimestres 2017).

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES HORS DETTE ET DU FCTVA PERÇU



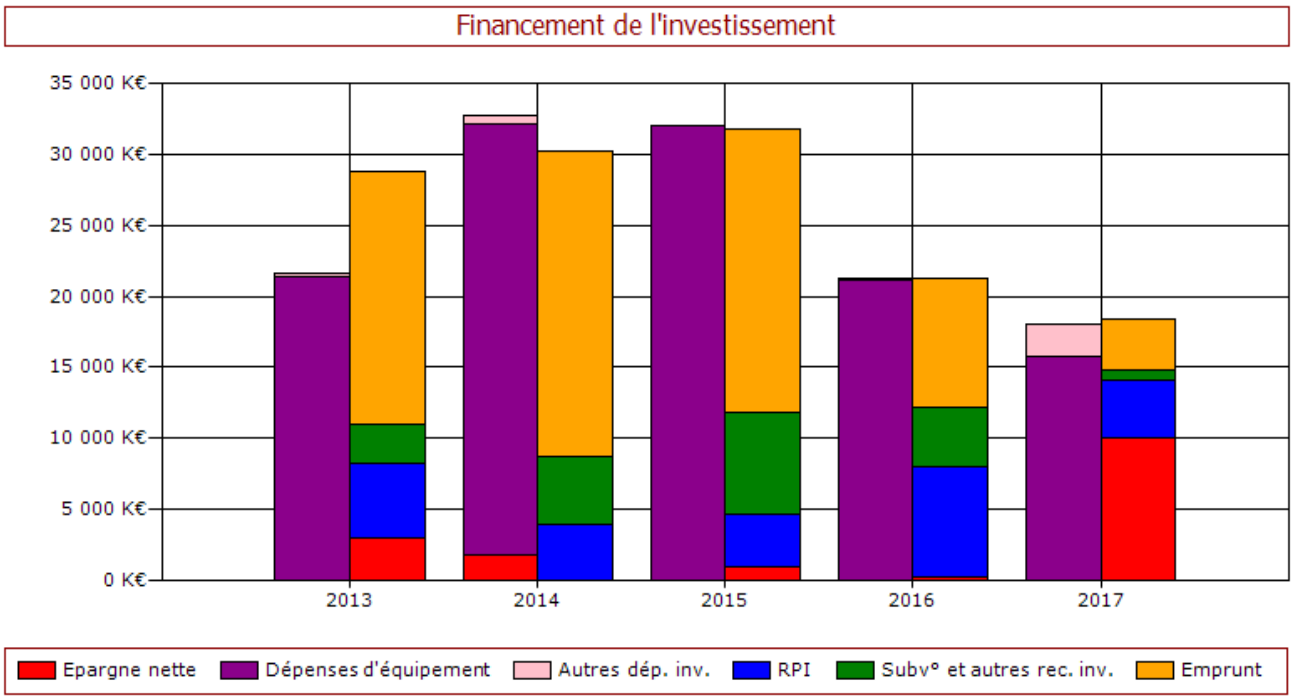
Le FCTVA représente 13% du financement des investissements.

- **Emprunt**

Au regard du taux de consommation des investissements (57,2%) et de la volonté du TCO de stabiliser son endettement, l'appel à l'emprunt a été réduit en 2017 : **3,5 M€ ont été mobilisés en 2017**, contre 9 M€ en 2016. Un montant de 0,122 M€ correspond au remboursement d'ILEVA pour des emprunts portés pour des équipements qui lui ont été transférés.

- **Autres recettes**

Ce poste comprend un remboursement effectué par Ileva, pour des travaux relatifs à des équipements de traitement des déchets qui lui ont été transférés depuis le 29 janvier 2014.



Ce tableau de financement de nos investissements sur 5 ans montre une forte augmentation de l'épargne nette et une réduction de l'emprunt en 2017, consacrant une gestion plus durable des finances du TCO.

LES DÉPENSES

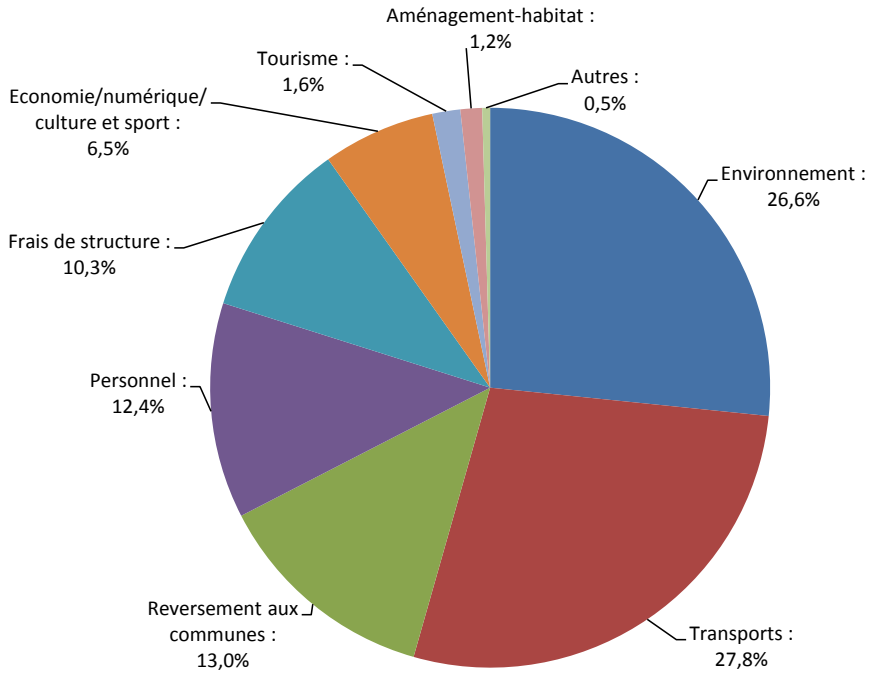
Les dépenses réelles (fonctionnement et investissement) de l'exercice 2017 s'élèvent à **152,089 M€** (-4,4% par rapport à 2016).

Les dépenses sont constituées principalement des postes suivants :

- l'environnement (collecte et traitement des déchets) ;
- les transports publics urbains et scolaires ;
- les reversements de fiscalité aux communes ;
- les frais de personnel.

Elles représentent près de 80% des dépenses réelles.

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES



Nos dépenses réelles de fonctionnement diminuent globalement de 3,3% (soit en volume, 4,347 M€). Cette baisse s'explique principalement par :

- l'engagement d'un plan d'économie en 2017
- le redimensionnement de notre contribution à ILEVA ;
- des charges exceptionnelles moindres qu'en 2016.
- la suppression de la Dotation de Solidarité Communautaire.

PART DES DÉPENSES	2 016	2 017
Transport	24,6%	27,8%
Environnement	25,6%	26,6%
Reversement aux communes	13,2%	13,0%
Charges de personnel	12,0%	12,4%
Frais de structure	12,7%	10,3%
Economie/numérique/culture et sport	5,0%	6,5%
Tourisme	2,2%	1,6%
Aménagement/habitat	0,8%	1,2%
Autres dépenses (Gemapi/Ecocité)	4,0%	0,5%

TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES DÉPENSES RÉELLES

	CA 2016		CA 2017		Evolution	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	%	€
Une agglomération bâtisseuse	***12 943 327,82***		***14 483 892,78***		**11,9%**	**1 540 565**
	5 947 732,11	***6 995 595,71***	***4 744 789,29***	***9 739 103,49***		
Ecocité (hors foncier Cambaie EPFR)	1 800,00	312 608,04	2 000,00	434 523,00	-	-
Aménagement / Habitat	208 187,16	997 711,58	120 299,00	1 775 192,00	-	-
Economie	376 234,86	1 704 843,65	301 948,00	4 504 057,32	-	-
LEADER	-	-	50 070,00		-	-
Tourisme	2 803 975,24	625 546,95	1 971 383,00	488 447,04	-	-
Régie des ports de plaisance	492 000,00	76 800,46	492 000,00	144 762,07	-	-
Espaces numériques	5 096,00	73 002,48	2 754,29	166 540,22	-	-
Insertion	873 379,96	-	720 014,00		-	-
Culture	1 065 702,55	69 721,32	993 514,00	1 415 323,23	-	-
Sport	121 356,34	3 135 361,23	90 807,00	810 258,61	-	-
Une agglomération durable	***79 839 526,70***		***82 999 824,33***		**4,0%**	**3 160 298**
	77 451 725,18	***2 387 801,52***	***78 961 708,37***	***4 038 115,96***		
Environnement	39 645 232,38	1 061 913,73	38 972 552,00	1 511 152,42	-	-
Transports	37 806 492,80	1 325 887,79	39 918 515,00	2 360 067,75	-	-
Autres (dont GEMAPI)	-	-	*70 641,37*	*166 895,79*	-	-
Une agglomération responsable	***66 356 748,61***		***54 606 117,08***		**-17,7%**	**- 11 750 632**
	48 251 005,13	***18 105 743,48***	***43 596 529,85***	***11 009 587,23***		
Finances et évaluation	*26 792 812,42*	*6 227 449,39*	*22 921 516,01*	*8 742 933,09*	-	-
dont Attribution de compensation	*19 811 648,00*	-	*19 811 652,00*	-	-	-
dont Dotation de Solidarité Communautaire	*1 200 000,00*	-	-	-	-	-
dont Provisions	*500 500,00*	-	*50 000,00*	-	-	-
dont Dette	*2 322 915,00*	*6 227 449,39*	*2 618 452,64*	*6 791 762,23*	-	-
dont Charges exceptionnelles	*2 957 749,42*	-	*441 411,37*	*1 951 170,86*	-	-
Ressources Humaines	19 024 099,87	-	18 935 158,56	-	-	-
dont Personnel	*17 561 087,06*	-	*17 541 876,96*	-	-	-
Dont Elus + Groupes d'Elus	*930 246,47*	-	*971 900,00*	-	-	-
dont Autres	*532 766,34*	-	*421 381,60*	-	-	-
Système d'information et des organisations	241 889,92	218 863,00	247 977,62	187 762,51	-	-
Patrimoine	1 256 087,00	5 346 229,61	778 776,98	1 922 393,68	-	-
Administration générale	936 115,92	196 939,08	713 100,68	137 473,79	-	-
Dont Direction générale	*92 866,67*	-	*19 000,00*	-	-	-
Dont Affaires générales	*227 349,20*	-	*173 907,31*	-	-	-
Dont Commande publique	*224 522,00*	*188 044,48*	*91 957,62*	*37 876,94*	-	-
Dont Moyens généraux	*300 678,25*	*2 932,09*	*248 537,65*	*93 975,94*	-	-
Dont Coopération décentralisée	*29 424,68*	-	*32 924,75*	-	-	-
Communication	*61 275,12*	*5 962,51*	*146 773,35*	*5 620,91*	-	-
Foncier Ecocité		6 116 262,40		19 024,16		
TOTAL GENERAL DES DEPENSES HORS DETTE (intérêts / capital)	**150 589 238,75**		**142 679 619,32**		**-5,3%**	**-7 909 619**
	129 327 547,42	**21 261 691,33**	**124 684 574,87**	**17 995 044,45**		
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	***159 139 603,14***		***152 089 834,19***		***-4,4%***	**-7 049 769**
	131 650 462,42	***27 489 140,72***	***127 303 027,51***	***24 786 806,68***		

1. Une agglomération bâtisseuse (14,484 M€)

Ecocité (montant : 0,436 M€)

En fonctionnement, il s'agit de la subvention versée à l'INTA (association internationale de développement urbain), quasi stable par rapport à 2016.

En investissement, on note une progression de + de 40% entre 2017 et 2016 liée à la création de la plate-forme terre fertile (montant 2017 = 0,235 M€).

Aménagement (montant : 1,895 M€)

Fonctionnement : - 42,3%

La subvention de la réserve marine était comptabilisée en 2016 dans la rubrique aménagement. Avec la création d'un service lié à la GEMAPI, la subvention 2017 a été affectée à ce service. Hormis les subventions, les autres dépenses de fonctionnement ont globalement diminué.

Investissement : + 78%

En 2017, des bailleurs sur l'ANRU du Port ont produit des appels de fonds pour 0,693 M€. D'autre part, le TCO a actionné une étude de stratégie d'aménagement et de programmation opérationnelle (0,335 M€). Les rendus concernent notamment l'aménagement de Cambaie.

Economie (montant : 4,806 M€)

Fonctionnement : - 20%

Le volume des dépenses consacrées aux subventions a diminué, passant de 0,177 M€ à 0,075 M€. Les autres dépenses ont progressé.

Investissement : + 164 %

Cette augmentation s'explique par le paiement d'une dernière tranche de foncier pour la zone d'activités Eco parc (2,6 M€). Les travaux sur la zone d'activités de Bras Montvert se sont en outre poursuivis (1 M€).

LEADER (montant : 0,050 M€)

Dans le cadre du programme Européen LEADER, le TCO reverse aux chambres consulaires une quote-part de la recette perçue pour les frais de fonctionnement du personnel affecté à cette mission. Ce mode de fonctionnement est prévu de manière conventionnelle.

Tourisme (montant : 2,459 M€)

Fonctionnement : - 30%

La diminution observée de 0,832 M€ est liée notamment :

- à la gestion du camping en DSP générant une économie de l'ordre de 0,600 M€. En 2016, cet équipement était géré en régie intéressée ;

- à la gestion de la pointe de Trois Bassins. Le coût 2016 de cet équipement intègre des régularisations effectuées pour 2014 et 2015. En 2017, la dépense ne comprend aucune régularisation (0,075 M€).

Investissement : - 22 %

En 2016, le TCO avait réalisé de nombreux travaux sur ses équipements : sentier littoral, camping, pointe de Trois Bassins et posé des panneaux. L'année 2017 comptabilise les premières factures du sentier littoral de St Paul réalisé par l'ONF.

Régie des Ports de plaisance (montant : 0,636 M€)

Fonctionnement : la subvention d'équilibre du TCO reste stable par rapport à 2017 (0,492 M€).

Investissement : + 89,4%

Des travaux plus importants ont été réalisés en 2017 permettant de conforter les équipements existants, dans l'attente de travaux de rénovation plus conséquents.

Espaces numériques (montant : 0,169 M€)

Investissement : + 127%

Le projet carte de vie quotidienne se met en place progressivement. 2017 a vu l'avancement du projet avec un déploiement prévu pour la rentrée scolaire 2018/2019.

Insertion (montant : 0,720 M€)

Fonctionnement : - 17,5%

Les actions en matière d'insertion se font par le biais de prestations de service ou de subventions. En 2016, le TCO a rattaché des dépenses qui concernaient l'exercice 2015. Après retraitement, les montants 2016 et 2017 sont stables (0,461 M€).

Culture (montant : 2,408 M€)

Fonctionnement : - 6,7%

En 2016, le TCO a pris en charge des factures pour le compte de la régie d'enseignement artistique (EPCI autonome) à hauteur de 0,085 M€, avec des remboursements ultérieurs. En 2017, la REA gère l'intégralité de ses factures en direct. Après retraitement, l'enveloppe dédiée à la culture a légèrement progressé.

Le montant de la subvention à la REA est stable par rapport à 2016 : 0,500 M€.

Investissement : + 1950%

Ce poste enregistre le démarrage des travaux pour l'école d'enseignement artistique (0,430 M€), ainsi que les 1er acomptes du fonds de concours pour la médiathèque de St Leu (0,980 M€).

Sport (montant : 0,901 M€)

Fonctionnement : - 25,6%

En 2017, le TCO a redimensionné sa politique de subvention aux associations sportives (2016 : 0,064 M€ 2017 : 0,026 M€) en priorisant le financement d'actions plus structurantes pour le territoire.

Investissement : - 74%

La baisse observée est liée à l'arrêt provisoire du chantier du pôle de loisir de Dos d'Ane en raison de contentieux avec les entreprises.

2. Une agglomération durable (83,0 M€)

Environnement (montant : 40,483 M€)

Fonctionnement : - 1,7%

En 2017, la contribution a Ileva a baissé de 1,2 M€, compte tenu de la diminution de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) et d'une contribution nouvelle de la Région au fonctionnement de la structure.

Investissement : + 42,4%

Le TCO a renouvelé une partie du parc de bacs et autres équipements de collecte devenu vieillissant (CPU : 0,110 M€). Par ailleurs face à la demande des usagers, des bio composteurs supplémentaires ont été distribués (0,177 M€). Enfin, le TCO a dû consigner 0,220 M€ pour la réhabilitation de 3 décharges du territoire suite à une mise en demeure des services de l'Etat.

Transport (montant : 42,278 M€)

Fonctionnement : +5,6%

En 2017, ce poste enregistre des régularisations relatives à la DSP transports urbains avec la passation d'un avenant n°1.

Investissement : + 78%

En 2017, deux dépenses importantes sont venues impacter le budget : l'acquisition d'un nouveau bus pour 0,195 M€ (1er acompte sur un montant total de 0,489 M€) et la livraison du pôle d'échange de St Gilles les Hauts (0,597 M€).

Autres : (montant : 0,237 M€)

GEMAPI (0,222 M€) : Il s'agit d'un nouveau service mis en place en 2017 pour anticiper le transfert de la compétence au TCO. En fonctionnement, il s'agit notamment de la cotisation versée à la réserve marine. En investissement, la dépense est relative à une étude de préfiguration pour la mise en place de la nouvelle compétence au 1er janvier 2018.

3. Une agglomération responsable (54,606 M€)

Finances et Evaluation (montant : 31,664 M€)

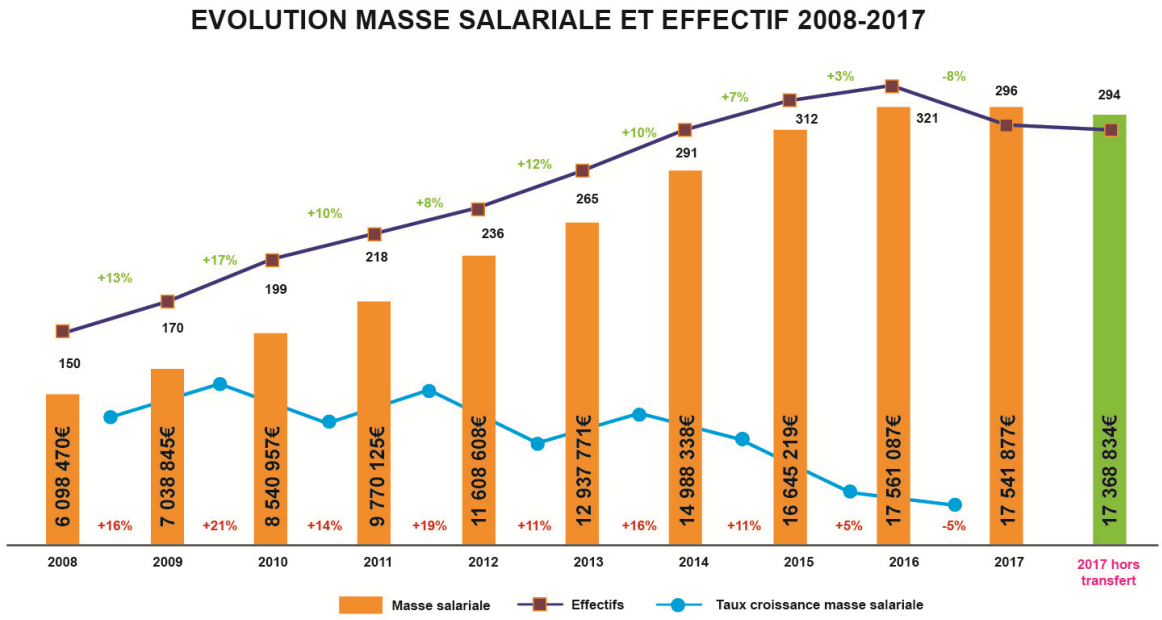
Fonctionnement : - 14,4%

Cette baisse est liée, d'une part, à la suppression de la dotation de solidarité communautaire versée aux communes en 2017 et, d'autre part, à des charges exceptionnelles moindres qu'en 2016. De plus, en 2017, la dotation aux provisions est en baisse par rapport à 2017, au regard des contentieux ouverts. Enfin, il est à noter que les charges financières ont évolué de 12,7%, la procédure des intérêts courus non échus (ICNE) ayant été mise en place pour la 1e fois en 2017 (0,443 M€).

Investissement : +40,4%

Cette augmentation est liée à un remboursement de subventions perçues pour le compte d'Ileva (1,799 M€) pour des équipements qui lui ont été transférés. En outre, un montant de 0,151 M€ concerne la prise de participation du TCO au capital de l'Agence France Locale (AFL). La part 2017 représente 1/5e de la participation totale qui s'élève à 0,759 M€. Cet organisme permettra ainsi au TCO d'accéder à des offres dont bénéficient les collectivités métropolitaines à structure financière équivalente.

Ressources humaines (montant : 18,935 M€)



Fonctionnement : - 0,5%

Après une évolution régulière des dépenses de personnel de + de 19% en moyenne de 2008 à 2014, une maîtrise est opérée depuis, avec une première diminution observée en 2017 (-0,11%). Cette baisse liée à la maîtrise de la masse salariale, s'accompagne aussi d'une baisse significative de l'effectif (-7,7%). De réels efforts ont ainsi été faits pour optimiser la masse salariale en développant les synergies et en révisant les processus. La diminution des frais de structure du TCO permet de doter davantage les crédits alloués aux politiques publiques du TCO en faveur du territoire et des usagers.

Système d'information et des organisations (montant : 0,435 M€)

Fonctionnement : +2,48%

Il s'agit des dépenses liées au support, la maintenance et le développement des Systèmes d'Information de la Collectivité.

Investissement : -14,2%

Le niveau des investissements dans le domaine informatique évolue d'une année sur l'autre en fonction d'un programme annuel d'acquisition.

Patrimoine (montant : 2,701 M€)

Fonctionnement : -38%

Le siège du TCO ayant été livré fin 2016, le poste de location immobilière diminue (-0,303 M€), de même que les frais de gardiennage (-0,143 M€).

Investissement : -64%

La diminution constatée s'explique également par la fin des travaux du siège (5,122 M€ en 2016, contre 1,5 M€ en 2017).

Missions générales (montant : 0,322 M€)

Fonctionnement : -48%

Les diminutions observées en 2017 s'expliquent par un moindre recours à des prestataires externes en 2017 (audits et assistance sur le dossier de Cambaie en 2016).

Investissement (CADI): -80%

Il est souligné qu'en 2016, le TCO a accordé une subvention d'équipement au lancement de la CADI pour 0,140 M€. Le niveau de la dépense a pu être maîtrisé en raison d'un moindre recours à des insertions presse pour le lancement des marchés.

Moyens généraux (montant : 0,342 M€)

Fonctionnement : -17,3%

Certains postes de dépenses ont fait l'objet d'une attention particulière et on constate une baisse entre 2016 et 2017 dans le cadre du plan d'économie du TCO sur ses frais généraux mis en œuvre en 2017 (parc auto, fourniture de bureau et frais postaux).

	CA 2016	CA 2017	évolution	
parc auto	161 474,27	127 969,86	-21%	- 33 504,41
voyage et deplacement (administratifs)	59 079,63	17 386,69	-71%	- 41 692,94
voyage et deplacement (élus)	63 117,16	18 162,51	-71%	- 44 954,65
reception	30 083,26	29 735,06	-1%	- 348,20
gardiennage	515 299,60	441 214,59	-14%	- 74 085,01
TOTAL	**829 053,92**	**634 468,71**	**-23%**	**- 194 585,21**

Investissement : + 3 105%

En 2017, les 0,093 M€ correspondent principalement au renouvellement d'une partie du parc automobile.

Coopération décentralisée (montant : 0,032 M€)

Fonctionnement : +10,3%

L'enveloppe est consommée en faveur des porteurs de projet (coopération avec Madagascar, notamment).

Communication (montant : 0,152 M€)

Fonctionnement : +140%

L'évolution des frais de communication en 2017 marque la volonté du TCO d'améliorer sa stratégie de communication en investissant notamment sur le digital.

L'ÉPARGNE

L'épargne brute correspond au solde des recettes réelles de fonctionnement et des dépenses réelles de fonctionnement. **L'épargne brute de 2017 s'élève à 16,7 M€**

L'épargne nette correspond à l'épargne brute, auquel il convient de déduire le remboursement du capital de la dette. **Pour 2017, l'épargne nette s'élève à 10 M€**.

En millions d'euros	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
(+) Recettes réelles de fonctionnement	105,1	108,2	116,4	117,8	124,6	129,9	137,7	135,4	143,4	145,0
Recettes réelles exceptionnelles	*2,3*	*1,3*	*3,9*	*1,7*	*1,4*	*2,4*	*7,1*	*3,4*	*10,1*	*2,9*
Recettes réelles hors exceptionnelles	*103,1*	*106,9*	*112,5*	*116,1*	*123,2*	*127,5*	*130,6*	*132,0*	*133,2*	*142,1*
(-) Dépenses réelles de fonctionnement	96,8	103,5	106,3	109,4	117,7	123,5	133,1	129,0	131,6	127,3
Dépenses réelles exceptionnelles	*0,5*	*2,3*	*0,3*	*0,0*	*2,0*	*0,0*	*3,0*	*0,3*	*3,5*	*1,1*
Dépenses réelles hors exceptionnelles	*96,3*	*101,2*	*106,0*	*109,4*	*115,7*	*123,5*	*130,1*	*128,7*	*128,1*	*126,2*
(=) Epargne brute	**9,4**	**3,5**	**10,1**	**7,5**	**6,8**	**6,1**	**3,8**	**6,4**	**6,4**	**16,7**
(-) Remboursement du capital	1,3	1,1	1,4	1,3	2,0	3,2	4,2	5,4	6,2	6,8
(=) Epargne nette dégagée	**8,1**	**2,4**	**8,7**	**6,2**	**4,8**	**3,0**	**(-)0,40**	**0,9**	**0,2**	**10,0**
(=) Epargne nette dégagée hors mouvements exceptionnels	**5,5**	**4,6**	**5,1**	**5,4**	**5,5**	**0,8**	**-3,7**	**-2,1**	**-1,1**	**9,1**

L'ENDETTEMENT

1. La dette propre du TCO

Evolution de l'encours de la dette et du ratio dynamique de désendettement entre 2008 et 2017 avec et sans Cambaie

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours SANS Cambaie	17	17	19	28	48	63	80	95	98	94
Encours AVEC Cambaie	17	17	19	28	48	63	80	95	103	100
Ratio dynamique de désend. SANS Cambaie	2	5	2	4	7	10	21	15	15	5
Ratio dynamique de désend. AVEC Cambaie	2	5	2	4	7	10	21	15	16	6

L'encours de dette est en baisse en 2017, 94,303 M€ (hors Ecocité : -3%) et 100,2 M€ (en incluant Ecocité : -2%). Cette évolution s'explique par la volonté du TCO de maîtriser son endettement et de réduire les frais financiers. En 2017, le TCO a mobilisé une enveloppe de 3,5 M€.

Il est à souligner que 100% de l'encours se situe dans la catégorie A1* de la charte de bonne conduite de Gissler.

**Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).*

Le ratio dynamique de désendettement (encours de la dette rapporté à l'épargne brute) est un indicateur de la solvabilité de notre collectivité pour son endettement futur. Il indique la durée de remboursement de la dette si la totalité de l'épargne brute y était consacrée.

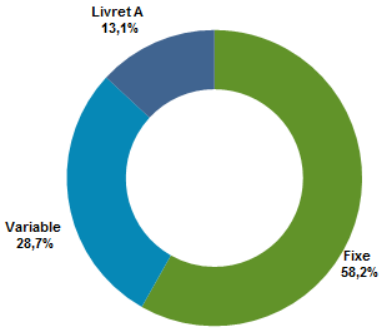
Le niveau de cet indicateur s'établit à un niveau bas de 6 ans à fin 2017, soit en diminution notable par rapport à 2016 (16 ans) qui tient principalement à l'amélioration des niveaux de l'épargne brute et de l'encours de la dette.

Le **taux moyen de la dette** a baissé en 2017, pour s'établir à 2,10% (contre 2,23% en 2016/ référence 2016 : 2,52% - référence nationale 2017 : 2,29%).

Le ratio de la dette par habitant s'établit à **436 €/habitant** à la clôture de l'exercice (contre 477 €/hab en 2016 - référence nationale 2015 : 430 €/hab).

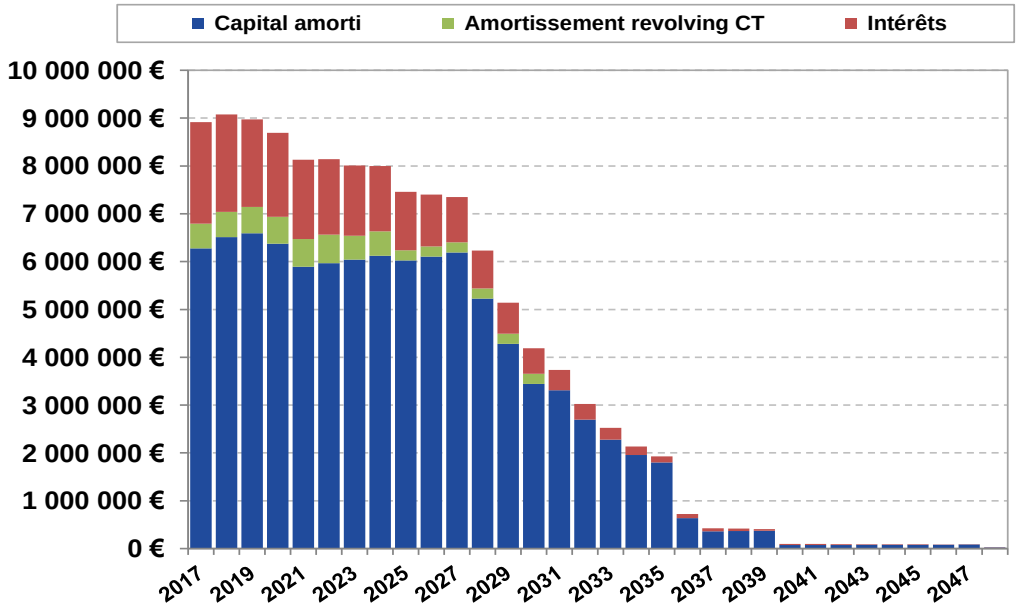
La dette propre du TCO est principalement constituée d'emprunts à taux fixe (58,2%).

Type de risque	Capital restant dû	% de l'encours	Taux moyen
Fixe	54 873 452 €	58,2%	2,30%
Variable	27 076 844 €	28,7%	1,75%
Livret A	12 352 815 €	13,1%	1,97%
Total	**94 303 110 €**	**100,0%**	**2,10%**



Le profil d'extinction de la dette du TCO est le suivant :

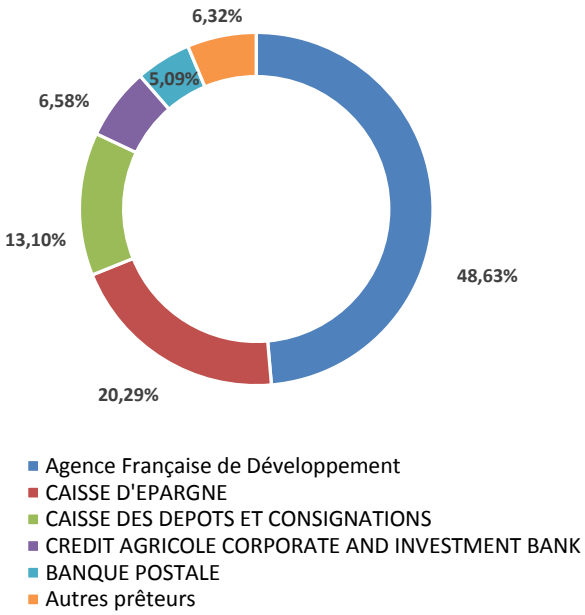
PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE



Au 31/12/2017, **l'encours** porte sur 29 contrats d'emprunts, pour un total de **94,303 M€**. La **durée résiduelle de l'encours est de 14 ans et 5 mois**.

RÉPARTITION PAR PRETEUR

L'AFD reste un partenaire privilégié compte tenu des taux bonifiés qu'il peut proposer. En 2017, le TCO a pris part au capital de l'AFL (sans mobilisation d'emprunt sur cette année) afin d'accéder à des taux encore plus attractifs.



2. La dette garantie

Les garanties d'emprunts accordées par le TCO ont été octroyées pour :

- des opérations d'aménagement de logements sociaux (99%)
- et une opération d'aménagement d'une zone d'activité au Port « village des Mascareignes » (1%).

Au 31/12/2017, l'**encours s'élève à 227,885 M€, répartis entre 8 aménageurs (principalement la SIDR et la SHLMR).** La durée résiduelle de l'encours garanti est de 43 ans.

Organismes	CRD au 31/12/2016	CRD au 31/12/2017	%
SIDR	69 172 036,23	81 281 507,87	36%
SHLMR	28 416 317,32	64 359 505,29	28%
SEDRE	26 623 874,05	28 769 654,56	13%
SODEGIS	11 184 308,39	15 683 354,70	7%
SODIAC	4 929 687,94	12 566 374,70	6%
SEMADER	7 873 138,02	20 069 370,37	9%
SEMAC	2 932 708,00	2 932 708,00	1%
ACTI SEM	4 670 343,15	2 222 525,04	1%
TOTAL	155 802 413,10	227 885 000,53	100%

L'encours total du TCO (propre + garanti) s'élève ainsi à 322,188 M€ au 31/12/2017.

Le TCO doit poursuivre ses efforts pour contenir le volume d'emprunt. L'objectif étant de se donner de nouvelles marges, pour le financement de projets structurants (Ecocité, les ports de plaisance, les projets économiques et les infrastructures de transport).

LA CONSOLIDATION DES COMPTES

La loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite loi ATR) a introduit les prémices d'une consolidation des comptes dans le secteur public local. Cette "consolidation" consiste, **pour une collectivité locale**, à détecter un éventuel risque en examinant, à l'aide de documents comptables, la nature des relations juridiques et/ou financières existantes entre la dite collectivité et ses partenaires, définis ici sous le terme de "partenaires privilégiés"

1. Balance consolidée du budget principal et du budget annexe

	BUDGET NON CONSOLIDE		BUDGET CONSOLIDE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
SECTION D'INVESTISSEMENT	**28 468 000,11**	**18 956 750,46**	**28 468 000,11**	**18 956 750,46**
Budget Principal	28 443 948,20	18 734 976,05	28 443 948,20	18 734 976,05
Budget RPP	24 051,91	221 774,41	24 051,91	221 774,41
SECTION DE FONCTIONNEMENT	**137 566 565,75**	**149 651 360,43**	**136 151 344,33**	**148 236 139,01**
Budget Principal	135 929 144,93	147 082 064,69	134 513 923,51	147 082 064,69
Budget RPP	1 637 420,82	2 569 295,74	1 637 420,82	1 154 074,32
BUDGET GENERAL	**166 034 565,86**	**168 608 110,89**	**164 619 344,44**	**167 192 889,47**

2. Le périmètre de "consolidation" et ses différents niveaux

Le TCO a identifié et suivi, en 2017, 73 "partenaires privilégiés". Cependant, la "consolidation" ne porte pas sur l'ensemble de ces structures. Son périmètre a été déterminé en fonction du niveau d'influence exercé par le TCO, en raison de son implication dans le fonctionnement de l'entité et/ou des moyens qu'il lui consacre. Il est décliné selon 4 niveaux et concerne 21 organismes.

Niveau 1

Ce premier niveau, le plus proche de la Collectivité, regroupe les entités **sous participation / partenariat MAJORITAIRE** selon 4 sous-ensembles :

① Les établissements publics locaux et budgets annexes :
REA (Régie d'Enseignement artistiques)
OTIO (Office de Tourisme Intercommunal de l'Ouest)
RPP (Régie des Ports de Plaisance)

② Les syndicats dont le TCO est membre :
ILEVA (Syndicat mixte de traitement des déchets)
SMTR (Syndicat Mixte des Transports de la Réunion)

③ Les sociétés (d'économie mixte ou publiques) dont le TCO détient **plus de 50 % du capital social :**
CYCLEA (Société d'Economie Mixte des déchets)
SEMTO (Société d'Economie Mixte des Transports de l'Ouest).
OTE (Société Publique Locale Ouest Territoire Evènementiel)

④Les associations, ou autres, financées **à plus de 60 % :**
T'COS (Comité d'œuvres sociales du TCO)

Niveau 2

Ce niveau regroupe les entités bénéficiant d'une participation **FORTE** du TCO, selon 2 sous-ensembles :

① Les sociétés (d'économie mixte ou publiques) dont le TCO détient **de 25 % à 50 % du capital social :**
SPL TAMARUN (Société Publique Locale TAMARUN)

② Les associations, ou autres, recevant **entre 30 % et 60 %** de financement :
CADI (Centrale d'achats durables et d'innovations)

Niveau 3

Ce niveau regroupe les entités bénéficiant d'une participation **RELATIVE** du TCO, selon 2 sous-ensembles :

① Les sociétés (d'économie mixte ou publiques) dont le TCO détient **de 10 à 25 % du capital social :**
SEMADER (Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Réunion)

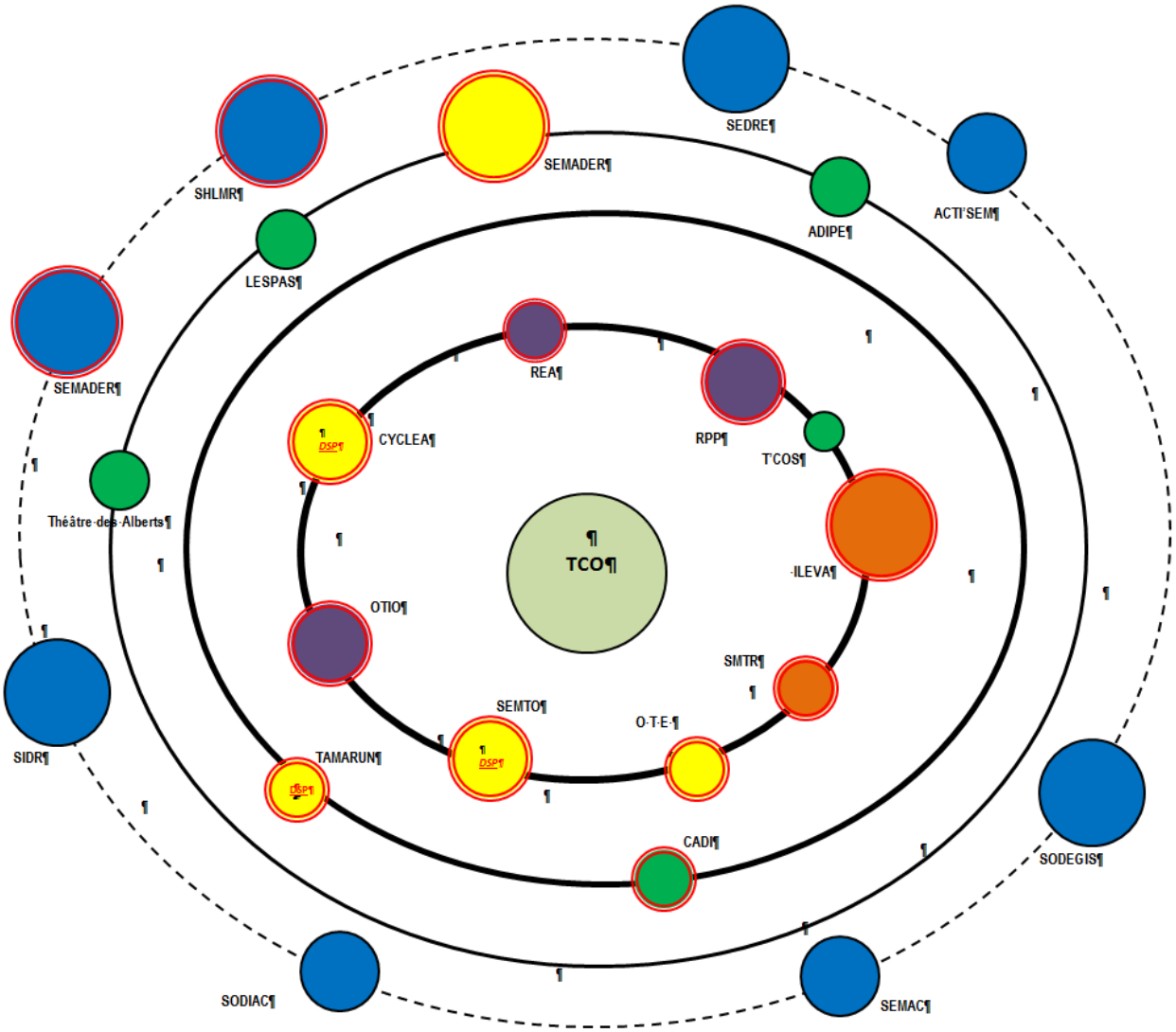
② Les associations, ou autres, recevant **entre 10 % et 30 %** de financement :
ADIPE (Association Départemental pour l'Insertion et la Préservation de l'Environnement)
LESPAS (Régie Espace Culturel)
Théâtre des Alberts

Niveau 4

Ce niveau regroupe les structures dont les emprunts ont été garantis par le TCO :

SEMADER (Société d'Economie Mixte d'Aménagement, de Développement, d'Equipement de la Réunion)
SIDR (Société d'Economie Mixte /Société Immobilière du Département de La Réunion)
SODIAC (Société d'Economie Mixte/ Société Dionysienne d'Aménagement et de Construction)
SEMAC (Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de Construction)
SHLMR (Société Anonyme d'Habitat à Loyer Modéré de la Réunion)
SODEGIS (Société d'Economie Mixte /Société de Développement et de Gestion d'Immobilier Social)
SEDRE (Société d'Economie Mixte /Société d'Equipement du Département de la Réunion)
ACTI'SEM (Société par Actions Simplifiée)

LA REPRÉSENTATION CARTOGRAPHIQUE



POIDS FINANCIER BILANTIEL

- ≥ 10 M€
- Entre 2 et 10 M€
- Entre 0,4 et 2 M€
- Entre 0,1 et 0,4 M€
- < 0,1 M€

TYPE DE STRUCTURE

- EPL et Budget Annexe
- SEM et SPL
- Association
- Syndicat mixte
- Bénéficiaire de Garantie d'emprunt

Administrateur : Délégué communautaire

DSP : Délégataire de Services Publics du TCO

ANALYSE RÉTROSPECTIVE

En M€

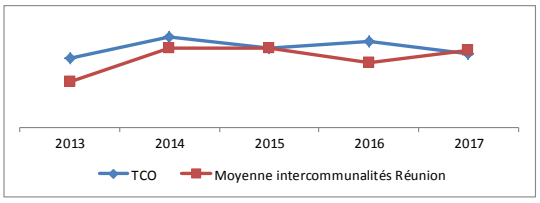
Section de fonctionnement	2013	2 014	2 015	2 016	2 017
Recettes réelles de fonctionnement	**129,94**	**137,68**	**135,35**	**143,36**	**145,00**
Atténuations de charges	0,47	0,56	0,67	0,64	1,46
Produits des services	0,75	0,71	0,71	0,74	0,71
Impôts et taxes	90,10	92,00	96,60	101,72	109,30
Dotations et participations	32,78	32,50	30,49	26,11	27,80
Autres produits de gestion courante	3,42	3,44	3,52	4,00	2,78
Produits exceptionnels	2,43	7,07	3,36	10,15	2,91
Reprise sur amortissements et provisions		1,40			0,04
Dépenses réelles de fonctionnement	**123,52**	**133,02**	**128,96**	**131,65**	**127,30**
Charges à caractère général	81,00	77,32	72,55	71,99	72,96
Charges de personnel	12,94	14,98	16,64	17,57	17,54
Attenuations de produits	24,60	23,27	22,44	21,82	20,49
Autres charges de gestion courante	3,72	12,67	14,85	13,87	12,37
Frais de fonctionnement des groupes d'élus				0,08	0,18
charges financières	1,26	1,83	2,18	2,32	2,61
charges exceptionnelles	0,00	2,92	0,27	3,50	1,10
dotations aux provisions		0,03	0,03	0,50	0,05
EPARGNE BRUTE	**6,11**	**2,40**	**6,40**	**6,40**	**16,70**
EPARGNE NETTE	**3**	**(-)0,40**	**0,94**	**0,20**	**10,00**
Section d'investissement	**2 013**	**2 014**	**2 015**	**2 016**	**2 017**
Recettes réelles d'investissement	**32,78**	**29,84**	**31,97**	**17,56**	**8,80**
Subventions d'investissement	2,70	4,87	7,23	4,16	0,79
FCTVA	1,70	3,05	3,34	2,45	2,38
Emprunts	17,80	21,50	20,00	9,00	3,50
Autres	10,58	0,42	1,40	1,95	2,13
Dépenses réelles d'investissement	**24,77**	**35,13**	**37,46**	**27,48**	**24,78**
Dépenses d'équipement	15,11	25,25	27,22	18,89	11,81
Subventions d'équipement	6,24	5,05	4,82	2,33	3,97
Autres	0,26	0,62		0,04	2,22
Remboursement du capital	3,16	4,21	5,42	6,22	6,79
Résultat global cumulé avec 001,002 et 1068	**2,37**	**1,30**	**1,10**	**1,07**	**1,44**
Résultat de l'exercice hors 001,002 et 1068	**7,16**	**(-) 1,07**	**(-) 0,19**	**(-) 0,04**	**0,37**

RATIOS FINANCIERS : ANALYSE COMPARATIVE

Le Code général des collectivités locales prévoit que les collectivités locales produisent à l'appui des comptes administratifs des données synthétiques sur la situation financière. L'analyse de ces données permet ainsi de se comparer aux autres intercommunalités de l'île. Les chiffres 2017 sont les chiffres des CA données par les EPCI, à l'exception de la CASUD.

1- Les dépenses réelles de fonctionnement par habitant

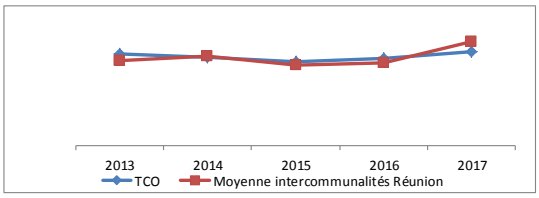
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	580	621	600	613	589
Moyenne intercommunalités Réunion	536	599	599	573	596



Globalement, les dépenses réelles de fonctionnement du TCO sont supérieures à la moyenne départementale.

2- Le produit des impositions directes par habitant

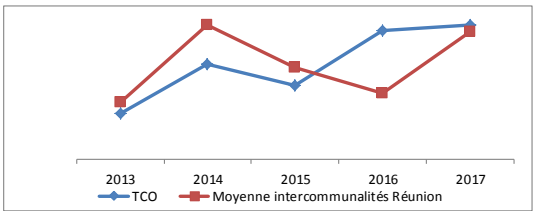
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	204	197	185	194	208
Moyenne intercommunalités Réunion	188	200	180	184	231



Sur la période 2013 à 2017, le produit des impositions du TCO est équivalent à ceux des autres intercommunalités de l'île.

3- Les recettes réelles de fonctionnement par habitant

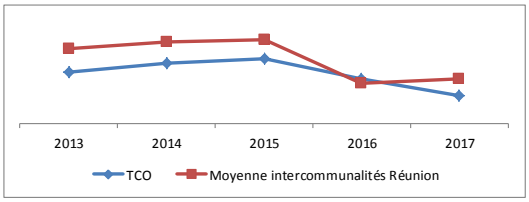
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	611	644	630	667	671
Moyenne intercommunalités Réunion	618	671	642	625	666



Jusqu'en 2015, les recettes réelles de fonctionnement étaient inférieures à la moyenne départementale. En 2016, la progression s'explique notamment par un effet taux, car le taux de TEOM et CFE ont augmenté.

4- Les dépenses d'équipement brut par habitant

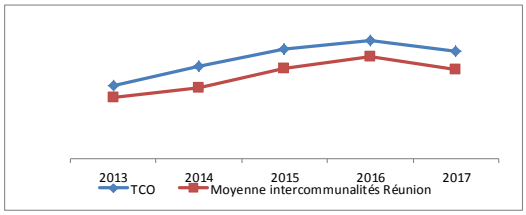
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	100	118	127	88	55
Moyenne intercommunalités Réunion	145	160	163	79	87



Jusqu'en 2015, ces dépenses étaient en progression pour l'ensemble des EPCI, même si le TCO était en deçà de la moyenne. En 2016, il est à noter une chute des dépenses sur l'ensemble du département.

5- L'encours de la dette par habitant

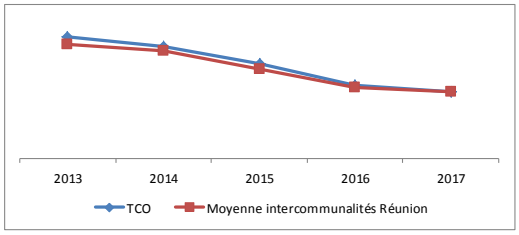
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	296	375	441	477	436
Moyenne intercommunalités Réunion	245	288	366	411	361



Ce graphique montre que l'encours de dette du TCO est supérieur à la moyenne départementale, et ce malgré un volume de dépenses d'équipement brut par habitant moins élevé. Depuis 2017, la collectivité s'attache à une maîtrise de son endettement (avec une 1ère diminution constatée).

6- La dotation globale de fonctionnement par habitant

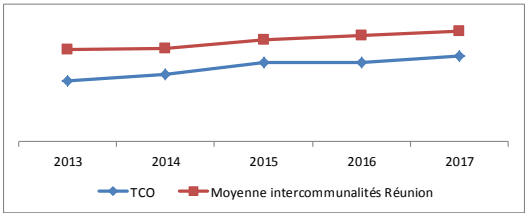
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	88	81	68	53	48
Moyenne intercommunalités Réunion	83	78	64	51	48



Le TCO a une DGF/hab équivalente à la moyenne départementale.

7- La part des dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

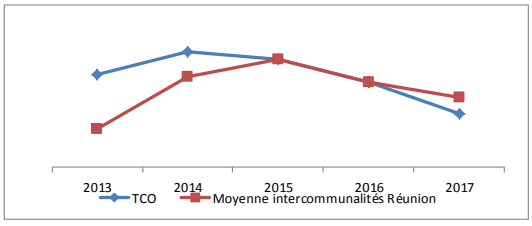
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	10%	11%	13%	13%	14%
Moyenne intercommunalités Réunion	15%	15%	17%	17%	18%



Ce ratio est à apprécier au regard des modalités de mise en œuvre des services publics par les intercommunalités. Ces derniers gèrent de nombreux services publics en régie.

8- Les dépenses de fonctionnement+ remboursement de dette en capital/recettes réelles de fonctionnement

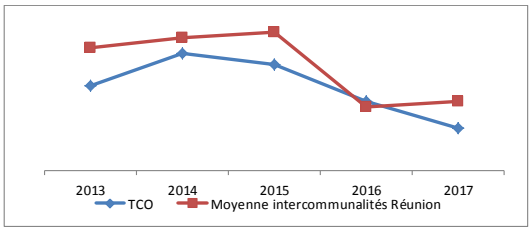
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	97%	100%	99%	96%	92%
Moyenne intercommunalités Réunion	90%	97%	99%	96%	94%



Ce ratio mesure le volume de recettes réelles de fonctionnement que la collectivité pourrait consacrer à l'investissement, une fois déduit les dépenses de fonctionnement et le remboursement du capital de la dette. On note une amélioration de ce ratio en 2017.

9- Les dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement

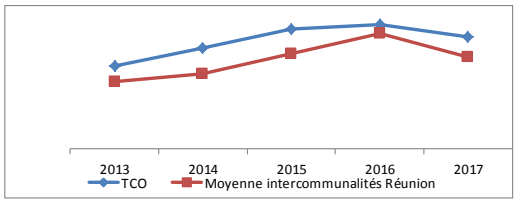
	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	16%	22%	20%	13%	8%
Moyenne intercommunalités Réunion	23%	25%	26%	12%	13%



Le TCO consacre 8% des recettes de fonctionnement au financement des dépenses d'équipement. C'est moins que la moyenne départementale. Des efforts doivent encore être réalisés en matière d'épargne brute.

10- Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement

	2013	2014	2015	2016	2017
TCO	48%	58%	69%	72%	65%
Moyenne intercommunalités Réunion	39%	43%	55%	66%	53%



Ce ratio représente le taux d'endettement de la collectivité. Il demeure supérieur à la moyenne des intercommunalités.

LES ANNEXES

Annexe 1 : Les taux de réalisation **p.43**

Annexe 2 : PPI 2018-2020 Investissements CA 201/CA 2017 **p.44**

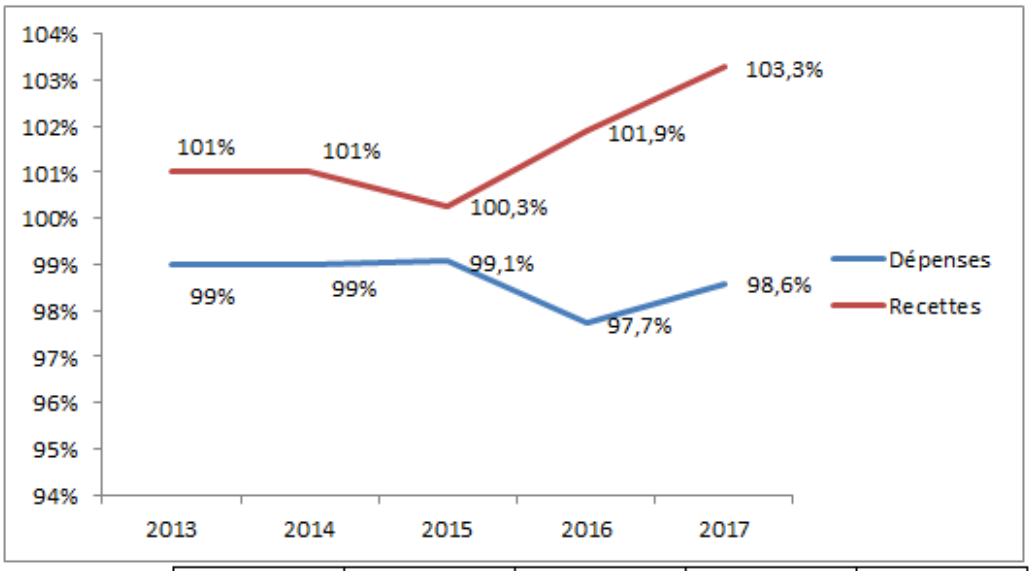
Annexe 3 : Bilan des prestations par commune **p.46**

Annexe 4 : Détail des subventions d'équipement encaissées en 2016 et 2017 **p.48**

ANNEXE 1

LES TAUX DE RÉALISATION

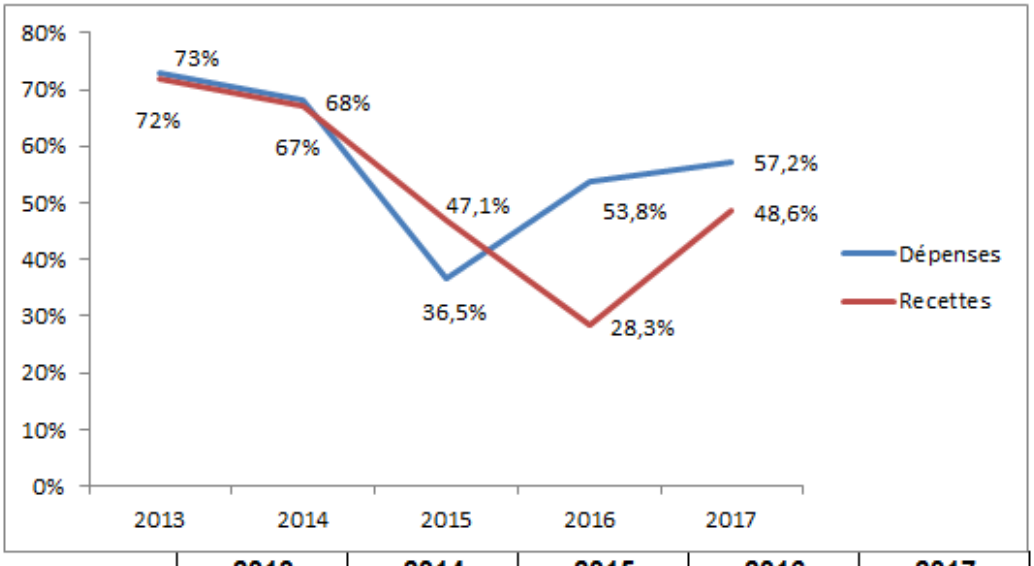
SECTION DE FONCTIONNEMENT



	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses	99%	99%	99,1%	97,7%	98,6%
Recettes	101%	101%	100,3%	101,9%	103,3%

Le taux de réalisation est proche des 100% en dépenses de fonctionnement. En recettes, le taux est supérieur à 100%, compte tenu des recettes régularisées en janvier N+1 (au vu des derniers éléments transmis par le comptable).

SECTION D'INVESTISSEMENT



	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses	73%	68%	36,5%	53,8%	57,2%
Recettes	72%	67%	47,1%	28,3%	48,6%

Des efforts sont à poursuivre pour améliorer les taux de réalisation en investissement.

ANNEXE 2A

PPI 2018-2020 : INVESTISSEMENTS CA 2016/CA 2017 (1/2)

INTITULE	CA 2016	CA 2017	Evolution
ECOCITE hors foncier Cambaie EPFR	**312 608,04**	**434 523,00**	**39%**
Aménagement / Habitat	**997 711,58**	**1 775 192,00**	**78%**
Etudes planification aménagement (dont daac, scot, plh, mafate)	159 225,86	449 955,00	183%
Fonds de concours (Aménagement)	226 833,35	1 075 237,00	374%
Plan Intercommunal de Lutte Habitat Indigne 2016-2019	514 364,24	250 000,00	-51%
Stratégie d'Aménagement du Territoire	86 705,30	-	-100%
Autres	10 582,83	-	-100%
Economie/Numérique/Culture/Sport	**4 943 707,36**	**6 896 179,38**	**39%**
Centre d'enseignement artistique intercommunal (dt éqpt)		430 350,72	
Extension ZA Bras Monvert	1 415 134,74	1 060 597,43	-25%
Pôle Loisir et Nature de Dos D'Ane (travaux + foncier)	2 452 887,05	370 258,61	-85%
Extension ZA Pointe des Chateaux (phase travaux)	111 912,41	111 913,45	0%
Pôle architectural de construction durable	34 221,75		-100%
Divers (études éco + travaux ZA)	4 775,41	149 643,15	3034%
Carte de Vie Quotidienne	73 002,48	166 540,22	128%
ZA ECOPARC		2 688 897,00	
ZAE Eperon		397 397,00	
ZA la Saline	25 372,73		-100%
Etude de faisabilité économique Zone Arrière Portuaire	25 660,25	19 496,20	-24%
Etude de faisabilité écologie industrielle	68 741,82	19 665,63	-71%
Prise de participation au capital de la SPL OTE	30 500,00		-100%
Etude friche culturelle	19 024,54	56 447,46	197%
Aménagement de LENA		4 972,51	
Autres fonds de concours	682 474,18	1 420 000,00	108%
Tourisme	**702 347,41**	**633 209,11**	**-10%**
Ports de plaisance	76 800,46	144 762,07	88%
Sentier littoral St Leu	387 659,66	205 886,35	-47%
Camping	83 317,21	58 538,95	-30%
ZALM de T Bassins	79 709,35		-100%
Sentier littoral ONF		159 078,52	
BIT Mafate		10 000,00	
Signalétique touristique	58 277,05	4 943,22	-92%
Prise de participation au capital de SPL Mariana		50 000,00	
Pointe de Trois Bassins	16 583,68	-	-100%

ANNEXE 2B

PPI 2018-2020 : INVESTISSEMENTS CA 2016/CA 2017 (2/2)

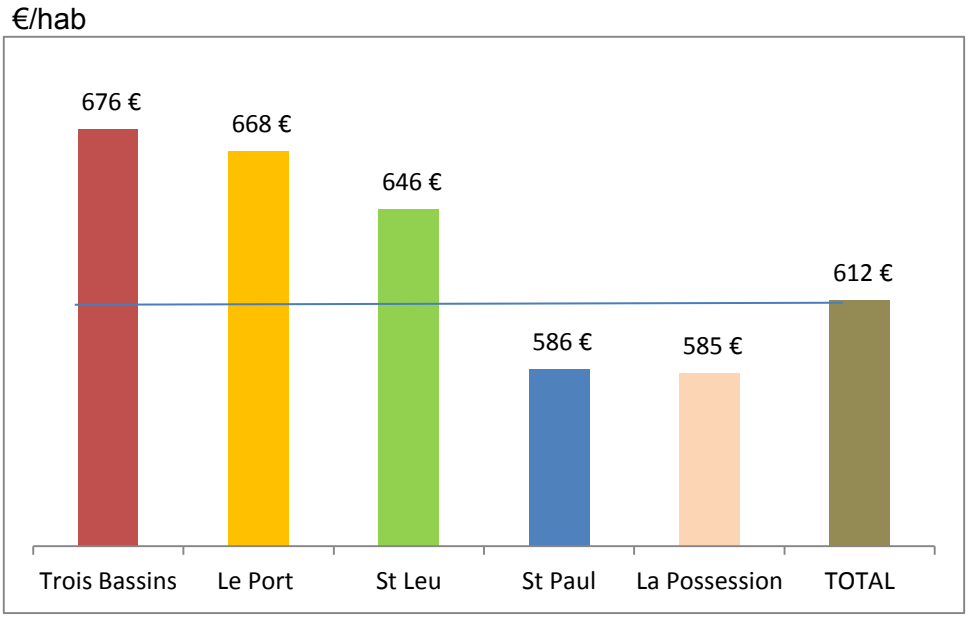
INTITULE	CA 2016	CA 2017	Evolution
Environnement	**1 061 913,73**	**1 511 152,42**	**42%**
Acquisition bacs OM+CS	918 488,96	841 665,74	-8%
Fourrière animale + centre animalier	17 322,16	4 955,15	-71%
Acquisition de CPU		110 398,75	
Autres acquisitions (verres, bornes et caissons)		20 865,75	
Acquisition de bio composteurs		177 762,11	
Actions PCET		14 539,00	
Réhabilitation de décharges	78 573,88	225 928,27	188%
Autres		4 231,50	
Remises aux normes des déchèteries	2 220,78	90 232,03	3963%
Panneaux DEV	45 307,95	20 574,12	-55%
Transport	**1 325 887,79**	**2 360 067,75**	**78%**
Etudes prospectives diverses	81 928,36	218 543,78	167%
Acquisition de bus propres		195 929,20	
Fonds de concours (PDU)	647 000,00	806 391,20	25%
Arrêts de bus	61 238,72	129 762,36	112%
Points de correspondance NKO	49 184,85	120 048,21	144%
IP La Possession - cœur de ville+ Palestine (hors foncier)	473 806,71	226 954,15	-52%
IP - le Port dont aimé césaire* (hors foncier)		47 624,47	
Pôles d'échange	12 729,15	597 074,63	4591%
NPRU Ariste Bolon		17 739,75	
Autres	**5 874 582,73**	**4 365 696,63**	**-26%**
Réhabilitation du siège	5 122 411,00	1 554 925,00	-70%
Foncier	153 260,00		-100%
Parc informatique et divers (système d'information)	218 863,00	187 762,51	-14%
Autres dépenses (services generaux)	380 048,73	504 942,47	33%
Régularisation des transferts de biens à ILEVA		1 799 270,86	
Participation au capital de l'AFL		151 900,00	
Etude de préfiguration eau et assainissement		166 895,79	
TOTAL OPERATIONS (ECOCITE hors foncier Cambaie EPFR)	**15 218 758,64**	**17 976 020,29**	**18%**
TOTAL OPERATIONS (ECOCITE avec foncier Cambaie EPFR)	**21 261 691,33**	**17 995 044,45**	**-15%**

ANNEXE 3

BILAN DES PRESTATIONS PAR COMMUNE

REPARTITION DES DEPENSES PAR COMMUNE

	Fonctionnement	Investissement	TOTAL DEPENSES	Dépense/ habitant
Trois Bassins	3 275 272	1 658 818	4 934 089	676 €
Le Port	17 729 389	6 289 955	24 019 344	668 €
St Leu	17 234 882	4 807 140	22 042 023	646 €
St Paul	53 102 957	9 112 830	62 215 787	586 €
La Possession	16 148 876	2 918 063	19 066 939	585 €
TOTAL	**107 491 376**	**24 786 807**	**132 278 182**	**612 €**



Les dépenses de fonctionnement sont réparties comme suit :

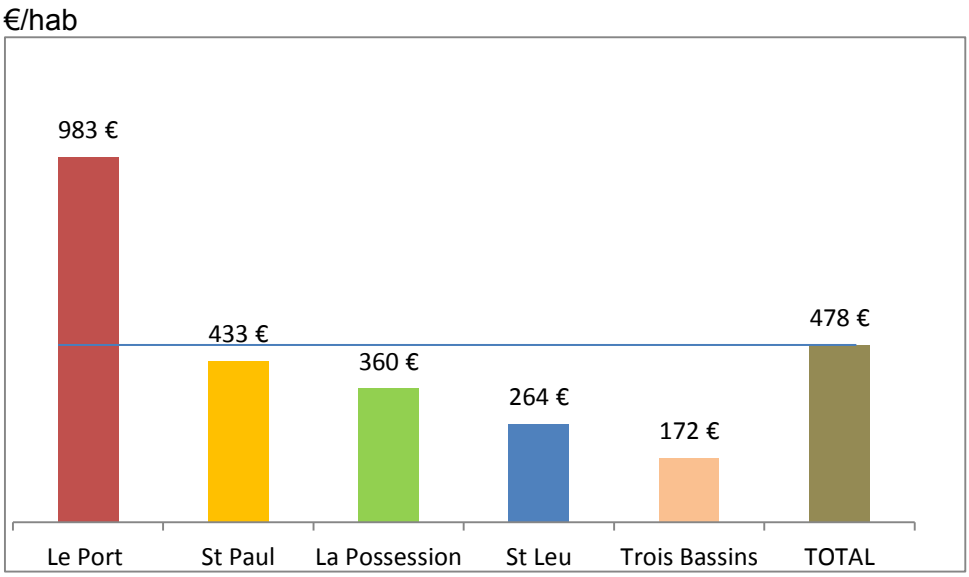
- 65% à la population, car les marchés ou prestations ne donnent pas lieu à une répartition par commune.

- 35% sont répartis par commune. En effet, les marchés de collecte sont constitués de lot par commune.

Les dépenses d'investissement sont réparties en fonction du critère géographique de l'équipement.

REPARTITION DES RECETTES PAR COMMUNE

	Recettes totales	Recettes/habitant
Le Port	35 343 884	983 €
St Paul	45 954 429	433 €
La Possession	11 724 986	360 €
St Leu	9 003 158	264 €
Trois Bassins	1 255 863	172 €
TOTAL	**103 282 320**	**478 €**



Les recettes sont constituées de la fiscalité, dotations de l'Etat relatives à la compensation de la suppression de la taxe professionnelle, des participations des familles aux transports scolaires. A ces recettes, est déduite l'attribution de compensation (pour obtenir une recette nette).

La 1e commune contributrice reste le Port, compte tenu de la recette liée à la cotisation foncière des entreprises.

ANNEXE 4

DÉTAIL DES SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT ENCAISSÉES EN 2016 ET 2017

	Montant de la subvention allouée	Ecaissements antérieurs	Encaissé en 2016	**Encaissé en 2017**	Reste à encaisser
CIEA	2 549 525,00			**222 703,92**	2 326 821,08
ZA bras montvert	1 950 000,00	-	487 500,00	**180 031,93**	1 282 468,07
Terre fertile	380 000,00			**129 426,93**	250 573,07
Ecocité mission 22: approfondissement de Cambaie	172 425,00		172 425,00		
Etude INTA	36 335,00		36 241,15		
IP 2 La Possession	91 845,84	-		**90 127,15**	-
Rue St Louis	140 437,54		76 221,74		-
Etude de faisabilité 'ecologie industrielle"	72 440,34	20 000,00		**52 440,34**	-
gemapi	148 400,00			**44 520,00**	103 880,00
ZA Pte des chateaux	107 124,51			**36 519,79**	70 604,72
ZAC Ecoparc	81 375,00		81 375,00		-
PCET	87 000,00	18 630,83	55 485,92		-
Prog. Territoire Energie Positive Croissance Verte	649 200,00		66 400,00	**26 890,00**	555 910,00
Etude Mafate	20 000,00	15 000,00		**5 000,00**	-
PLN	1 238 938,79	575 136,00	88 666,79		575 136,00
Etude GIML	408 800,71	114 605,54	185 824,36		-
Etude complémentaires PILHI	54 537,50	-	52 512,50		-
Acquisition de bus propres	3 520 636,00	2 998 396,67	378 140,63		-
Aménagement litotral St Leu	602 085,78	472 817,28	116 736,51		-
Aménagement forêt domanial St Paul	76 194,96		76 194,96		-
Nouvelles déchèteries	629 328,43	-	629 328,43		-
Rehabilitation de la décharge de Cambaie	159 460,00	130 314,36	27 336,00		-
Plate forme de broyage de St Leu	1 124 226,88	527 081,99	597 144,89		-
Plate forme de broyage de Cambaie	811 701,09	552 793,95	258 907,14		-
Acquisition de bio composteurs	1 119 000,00	895 200,00	197 423,40		26 376,60
Acquisition de bornes à verre	22 234,50	11 117,25	10 107,06		-
Acquisition de bornes entérrées	10 291,42	6877,43	5 555,09		-
Acquisition de bacs de collecte selective	139 500,00	-	41 850,00		97 650,00
CVQ	627 577,20	-	512 072,44		-
					-
TOTAL	**17 030 621,49**	**6 337 971,30**	**4 153 449,01**	**787 660,06**	**5 289 419,54**